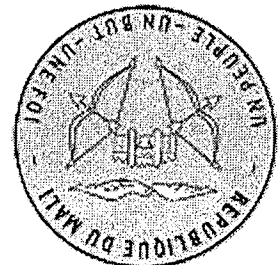


Avril 2008

(CREN)

DOCUMENT DE PROJET
COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'EXECUTION NATIONALE



SOMMAIRE

DOCUMENT DE PROJET.....	3
Partie I. ANALYSE DE LA SITUATION.....	5
Partie II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU PROJET REN I.....	6
Partie III. AXES D'INTERVENTION PROPOSÉS.....	6
Partie IV. STRATÉGIE DE PARTENARIATS.....	7
Partie V. BUDGET.....	8
Partie VI. ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT.....	10
Partie VII. CADRE DE RESULTATS ET DE RESSOURCES DETAILLÉ.....	11
Partie VIII. ARRANGEMENTS DE GESTION.....	18
Partie IX. CADRE DE SUIVI EVALUATION.....	20
Partie X. CONTEXTE LEGAL.....	22
Partie XI. ANNEXES.....	23
1. Plan de travail (AWP) 2008	
2. Matrice des risques potentiels	
3. Budget détaillé Mise en place de l'expertise	
4. Budget détaillé Fonctionnement	
5. Budget détaillé Bureautique et Equipements	
6. Agreements	
7. Termes de référence Expertise et personnel d'appui	
8. Résultats de l'évaluation des capacités de l'agence d'exécution	

DOCUMENT DE PROJET

PNUD-UNFPA-UNICEF-PAM

Pays: MALI

PROJET COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'EXECUTION
NATIONALE (CREN)

Titre du Projet :

2008-2011

Période

Effet CSCRP

2007-2011 auquel
concourt le Projet

Consolidation de la réforme des administrations/Renforcement des capacités de la
société civile/Renforcement des initiatives d'intégration régionale et sous
régionale/intégration au système commercial mondial.
L'objectif principal recherché par le projet est d'améliorer l'efficacité de l'aide en
renforçant l'exécution nationale et la formulation des programmes nationaux de
développement tout en intégrant la mise en oeuvre de l'approche harmonisée des
agences excom (HACT).

Le projet concourt à deux effets du Plan Cadre des Nations Unies à savoir « Les capacités des
acteurs publics, privés, et de la société civile en formulation de politiques, stratégies et
programmes de développement sont renforcées » et l'effet 2.2 « les capacités nationales de mise
en oeuvre sont renforcées pour améliorer l'efficacité des programmes nationaux ayant un fort
impact sur l'atteinte des OMD »

Effets PNUAD

auquel concourt

le Projet :

A ce titre le projet contribuera à renforcer l'approche programme en continuant d'encourager les
efforts du Gouvernement à gérer directement les programmes nationaux pour l'atteinte des
objectifs du Millénaire. Par ce biais, le projet contribue aux effets communs des quatre
programmes pays relatifs au renforcement des capacités et des systèmes de gestion des structures
nationales pour une meilleure appropriation/mise en oeuvre des programmes nationaux (produit
2.2.1) et en renforçant les ministères, services de l'Etat, collectivités territoriales, les associations
communautaires, ONG, pour la formulation, la mise en oeuvre et le suivi évaluation des projets et
programmes de développement. Ainsi, les capacités nationales d'analyse, de gestion, et de
coordination seront consolidées pour une meilleure intégration des questions transversales
(genre, leadership des femmes, VIH, approche des droits humains) dans les politiques,
programmes de développement.

Effets CPAP
PNUD, FNUAP,
PAM, UNICEF
auquel concourt
le projet :

Enfin dans le cadre de l'approche harmonisée pour laquelle les quatre agences se sont
formellement engagées, le CREN jouera, à partir de 2008, le rôle prépondérant
d'accompagnateur dans la mise en oeuvre de la nouvelle modalité de transfert de fonds (Cash
Transfert) sur la base des plans d'actions signés avec les ministères concernés et des résultats de la
micro évaluation.

Produits attendus

L'exécution nationale est renforcée à travers l'application directe des Directions administratives
et financières et des Départements techniques, l'approche harmonisée en matière de transfert des
fonds (HACT/FACE) est maîtrisée. Les capacités nationales en matière de formulation de
programmes d'aide au développement sont renforcées

Partenaire
d'exécution :

DIRECTION DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

Parties
responsables :

PNUD, UNFPA, PAM, UNICEF

Stratégie de
partenariat

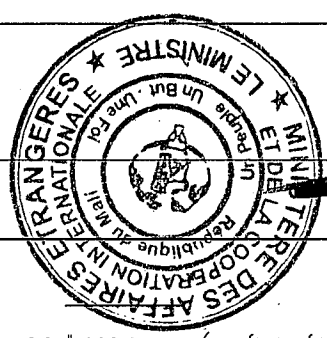
La stratégie de partenariat repose à terme sur l'intégration progressive des agences excom du
Système des Nations Unies dans une première phase (PAM, UNICEF, PNUD, FNUAP) et
ensuite celle d'autres partenaires au développement (Agences multilatérales) telle que la Banque
Mondiale et les autres agences du SNU ayant exprimé leur souhait de renforcer les capacités
nationales pour la gestion des programmes de Développement.

Les différentes sections sont résumées ci après selon la nouvelle directive de Janvier 2008 du Programme des Nations Unies pour le
Développement applicable aux pays couverts par un CPAP.

Description

L'exécution nationale est un concept par lequel le gouvernement assume la responsabilité de la gestion effective de tous les aspects des projets-programmes d'assistance technique demandés par le gouvernement, financés en totalité ou en partie par les agences du système des Nations Unies. L'objectif spécifique du projet sera de renforcer progressivement et rationnellement la capacité des institutions gouvernementales, en particulier des directions administratives et financières, et des cellules de planification statistique à concevoir, planifier, gérer et évaluer de manière autonome et soutenue des projets - programmes sous financement du système des Nations Unies. À terme, le projet devra avoir favorisé l'appropriation et l'intégration des ressources extérieures dans le système national, ainsi que la durabilité et le développement des capacités. Enfin, en tant que facilitateur privilégié dans la mise en œuvre de l'approche harmonisée du SNU en ce qui concerne la modalité de transfert de fonds (HACT/FACE), le projet devra favoriser le transfert de responsabilités financières, comptables et de gestion au gouvernement (à travers l'entité nationale choisie) concernant l'utilisation des ressources attribuées jusqu'à maintenant aux projets.

2008 AWP budget:	1.000.496 USD	450 223 169 FCFA
Ressources totales requises	3.031.797 USD	1 364 308 594 FCFA
Ressources totales allouées :		
• Ordinaires		
• Autres :		
• PNUD	1 500 000 \$ USD (150 000/an)	
• UNFPA	600 000 \$ USD	
• PAM/ UNICEF	261 797 USD	
• Gouvernement	550 000 \$ USD (137 500 an)	
-Nature :		
(Locaux eau, elect, Tel)	120 000 \$ USD	
Unfunded budget:		
In-kind Contributions		



2.1.07.08

[Handwritten signature]

Accepté par le partenaire de mise en oeuvre:

Accepté par le PNUD:

Accepté par UNFPA:

[Handwritten signature]

Accepté par le PAM:

[Handwritten signature]

Accepté par UNICEF:

Partie I. ANALYSE DE LA SITUATION

Le problème de l'efficacité de l'aide se pose avec acuité au Mali. Au cours des dernières années, le pays a entrepris des réformes majeures et encourageantes avec le souhait politique d'améliorer nettement les indicateurs liés à la réduction de la pauvreté. Cependant, même si des progrès importants sont à relever, les résultats obtenus restent en deçà des attentes. En 2004, le montant de l'aide publique au développement (APD) au Mali s'est établi à 567 millions USD, soit 12 % du revenu national brut (RNB). L'un des défis majeurs du Gouvernement est donc d'assurer une gestion rationnelle de l'afflux important de l'aide au développement.

Dans ce contexte, les Partenaires Techniques et Financiers et en particulier le Système des Nations Unies (SNU),

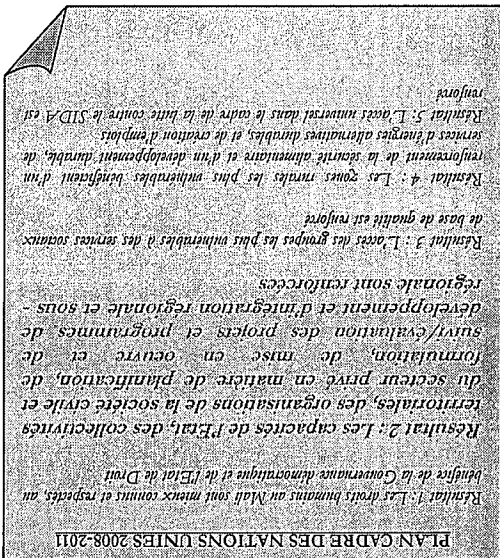
se sont ensemble engagés à adopter une approche budgétaire et à accompagner le Mali dans la mise en oeuvre du CSCRP 2007-2011, tout en oeuvrant à une plus grande harmonisation de leurs interventions, conformément aux principes de la Déclaration de Paris. Ainsi, une part croissante et significative de l'aide publique au développement pour le Mali provenant du SNU devrait donc transiter par le budget de l'état et ses procédures nationales.

Or deux préalables sont incontournables pour atteindre cet objectif : harmoniser les interventions et renforcer les capacités des structures nationales. Ce souci d'harmonisation a conduit le Système des Nations Unies, notamment les Agences dites Excom (PNUD, UNFPA, PAM, UNICEF) à envisager une programmation concertée de leurs contributions pour les prochaines années, afin de dégager un maximum de synergies et de complémentarités en s'appuyant sur la valeur ajoutée de chacun. Elles ont d'ores et déjà convenu d'une politique commune en matière de transfert des fonds dite HACT. Il est crucial, dans cette optique, de bien cerner les nouveaux besoins en accompagnement,

sensibilisation et formation des structures nationales à cette nouvelle politique, d'autant plus que du côté du Gouvernement également. L'enjeu est critique puisqu'il doit s'assurer, suite à l'enquête 2006 du suivi de la Déclaration de Paris², que l'utilisation de ses systèmes nationaux s'accompagne d'un renforcement de ses capacités techniques existantes, à tous les niveaux, dans tous les secteurs, et pour tous les acteurs.

Pour être couronnée de succès, cette vision commune du renforcement des capacités devra nécessairement, même si elle est appuyée par le SNU, être le fruit d'un processus endogène – c'est-à-dire conduit par des acteurs nationaux ayant des objectifs précis, exploitant efficacement les capacités existantes et harmonisant l'aide extérieure à l'intérieur de ce cadre – et où la transparence de la gestion budgétaire et la responsabilité de rendre compte sont renforcées. Un projet conjoint, au moins dans un premier temps aux quatre agences dites excom (PNUD, UNFPA, PAM, UNICEF, PAM) permettra d'initier cette nouvelle dynamique, puis de l'élargir à tout le système en cas de réussite.

L'objectif spécifique de cette nouvelle approche sera donc de renforcer progressivement et rationnellement la capacité des institutions gouvernementales, en particulier des directions administratives et financières, et des cellules de planification stratégique à concevoir, planifier, gérer et évaluer de manière autonome et soutenue des projets - programmes sous financement du système des Nations Unies. À terme, le projet devra avoir favorisé l'appropriation et l'intégration des ressources extérieures dans le système national, ainsi que la durabilité et le développement des capacités.



² Source, OCDB, Enquête 2006 de la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris, page 19-6.(Enquête 2006 de suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Paris - Synthèse des résultats)

- a) Un accent particulier est mis sur le renforcement en capacités et en équipement des Directions administratives et financières ;
- b) Un programme de sensibilisation et de formation à la nouvelle approche harmonisée des agences Excom est mis en œuvre (HACT)
- c) Avec l'implication des Directions Techniques et des DAF, les fonctions de gestion des Projets et des ONG partenaires du SNU sont renforcées en les accompagnant en termes de planification (plans de travail, plans d'achat et de recrutement), procédures de gestion financières et mise en œuvre du HACT (lois nationales, approche HACT, suivi financier et comptable, compréhension du nouveau formulaire de décaissement FACH) et Gestion des ressources humaines ;

Les produits attendus seront les suivants :

1) Renforcer l'exécution nationale et la mise en œuvre du HACT

En raison des objectifs visés par le plan cadre des Nations unies pour l'aide au développement (UNDAF), en regard au contexte d'harmonisation prôné par la Déclaration de Paris et dont les Nations unies ont pris acte à travers le HACT, et enfin en consolidant les besoins exprimés par les projets bénéficiaires, la partie nationale et les principaux bailleurs, puis les leçons apprises des initiatives précédentes (cellule d'appui au NEX et Renforcement de l'exécution nationale), la stratégie d'intervention du CREN s'appuiera sur deux axes d'intervention stratégiques :

Partie III. AXES D'INTERVENTION PROPOSES

Cependant, en dépit des efforts déployés, la gestion financière de certains projets n'a pas connu d'amélioration significative et l'appropriation des projets par les départements techniques est quasi nulle. Entre autres raisons, sont parfois invoqués, la qualité et le niveau de technicité des responsables chargés de la gestion de ces projets. Une attention particulière doit alors être portée sur cet aspect à l'occasion des recrutements et des évaluations du personnel des projets/programmes et le projet RBN pourrait y jouer un rôle. Le PNUD estime d'ailleurs qu'il est nécessaire de reconsidérer avec la DCI qui en a le mandat, les principes et procédures d'évaluation du personnel des projets et programmes, et de soutenir l'utilisation des systèmes nationaux dès la reformulation des nouveaux projets. Ce qui rend urgent la nécessité de renforcer et d'impliquer les Directions Administratives et Financières et les Cellules de Planification et de la Stratégie à la gestion des programmes d'aide au Développement proposés par les Nations Unies.

La principale leçon qui ressort de l'évaluation finale concède que les appuis du RBN ont réellement contribué au renforcement des capacités pour l'exécution nationale des projets/programmes. Le FNUAP, le PNUD, la DCI, la Section des Comptes de la Cour Suprême, la DNPD et les projets/programmes en sont satisfaits. Cette réussite est due non seulement au choix de ses interventions, mais aussi à la bonne qualité de la communication entre le RBN et les structures auxquelles il a apporté ces appuis, ainsi qu'aux rapports de proximité qu'il a su entretenir avec elles. Aussi, le RBN a joué le rôle d'interface entre les projets d'une part, la DCI et les partenaires techniques et financiers de l'autre. Ce rôle a été particulièrement apprécié par les responsables des projets/programmes parce que le RBN leur a ainsi permis de concilier des positions divergentes entre les intérêts émanant des bailleurs et ceux de la partie nationale, et d'aplanir de nombreuses difficultés. Le projet a également pu fédérer l'intérêt et un début d'appropriation du Gouvernement en mobilisant des ressources additionnelles provenant du Budget Spécial d'Investissement.

Partie II. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DU PROJET REN I

Enfin, en tant que facilitateur privilégié dans la mise en œuvre de l'approche harmonisée du SNU en ce qui concerne la modalité de transfert de fonds (HACT/FACH), le projet CREN devra accroître les responsabilités financières, comptables et de gestion au gouvernement (à travers l'entité nationale choisie) concernant l'utilisation des ressources attribuées jusqu'à présent aux projets.

d) Les projets/programmes seront accompagnés techniquement pour le renforcement des fonctions audit en interne et l'appropriation progressive par les ministères concernés des programmes d'aide au développement;

e) La mise en place des projets/programmes sera accélérée (de 2 ans à 6 mois) avec un plaidoyer actif du projet auprès des bailleurs et des Ministères de tutelle pour le respect des conditionnalités présentes dans les conventions ;

f) Le transfert progressif des capacités NEX à la Partie Nationale est immédiatement entrepris par le biais d'une cellule NEX intégrée au Ministère de Tutelle

g) Dans le cadre de la réforme en cours des marchés publics, la DGM bénéficie de mesures d'accompagnement habituellement fournies par le CREN aux Directions techniques dans le but de contribuer à atténuer les risques inhérents à la mise en oeuvre du HACT

2) Renforcer les capacités nationales en matière de formulation de programmes d'aide au développement

Avec les produits attendus suivants :

a) Le reporting et la coordination de l'aide extérieure en ce qui concerne le système des Nations Unies sont améliorés

b) La formulation et le système de suivi évaluation des programmes/projets sont améliorés avec l'implication des Cellule de Planification et Statistiques, en s'assurant que les questions transversales (genre, leadership des femmes, VIH, approche basée sur les droits humains) sont intégrées, qu'il existe des indicateurs liés à leur suivi et que les structures étatiques et les ONG, partenaires du système des N.U en maîtrisent les contours.

En résumé, et plus spécifiquement, le CREN aidera, dans un premier temps, à la mise en oeuvre de l'approche harmonisée (HACT) en aidant les agences et partenaires à identifier les mesures d'accompagnement idoines pour le passage du système de gestion focalisé sur le contrôle à la nouvelle approche de gestion des risques (renforcement des capacités, micro évaluation éventuelles pour les nouveaux partenaires, application des recommandations des audits etc...)

Partie IV. STRATEGIE DE PARTENARIATS

L'existence d'une vision nationale de renforcement des capacités des structures nationales traduite à travers les documents du CSCRP et des programmes sectoriels auxquels adhèrent tous les partenaires techniques et financiers et d'un cadre cohérent du système des Nations Unies à travers le PNUAD offre une opportunité d'un partenariat efficace. La stratégie de partenariat repose à terme sur l'intégration progressive des quatre agences du Système des Nations Unies dans une première phase (PAM, UNICEF, PNUD, FNUAP) et ensuite celle d'autres partenaires au développement (Agences multilatérales et les autres agences ayant exprimé leur souhait de renforcer les capacités nationales pour la gestion des programmes de Développement, Banque Mondiale, OMS).

En ce qui concerne la modalité novatrice d'intégration du Gouvernement à travers les directions administratives et financières (DAF), elle s'effectuera progressivement. Tout d'abord des points focaux seront désignés, avec statut de fonctionnaire au niveau des DAF. Ils seront chargés de la gestion financière des projets des agences excom du département. Il pourrait s'agir, préférentiellement mais cela n'est pas une obligation, des ex-assistants administratifs et financiers des projets NEX bénéficiant de la mémoire institutionnelle financière des projets ou d'experts en comptabilité dans le cas de nouveaux projets. Ainsi sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, en collaboration avec les chefs de projet et les Directeurs nationaux, le point focal désigné coordonnera les activités financières des projets en exécution nationale. A cet effet il aura pour tâches d'assister l'équipe des projets à préparer les plans de travail et budget annuels sur la base des ressources prévues, préparer les dossiers de paiement, préparer les rapports financiers selon le format requis (FACB), procéder aux achats de biens et de service par le biais des divisions techniques de la DAF conformément aux procédures nationales sur la base du plan de travail dûment approuvé et les requêtes formulées par les chefs de projets.

Dans un premier temps, pour chaque projet NEX, et toujours dans la logique d'intégration progressive, un compte bancaire sera ouvert et les chèques seront co-signés par le directeur de la DAF et le point focal NEX. Ils seront donc pécuniairement responsables de tous faits de gestion dont ils ne peuvent justifier, ce qui à terme devrait aller dans le sens de la recommandation de la Déclaration de Paris encourageant la responsabilité du Gouvernement quant aux fonds alloués. En contrepartie, pour le succès de cette approche et pour mer à bien cette fonction, les personnes impliquées dans la gestion financière au niveau des DAF y compris le point focal pouront bénéficier, d'incitations sous forme d'appuis en formation, forfaits déplacement, équipement qui seront financés par la contribution du gouvernement inscrite dans les documents de projet. La Cellule CSRP et le CREN développent un partenariat accru. A cet effet le CREB sera membre des différents comités et des groupes thématiques du CSRP tel que le secrétariat de suivi de l'APD.

Partie V. BUDGET⁴

Les besoins de financement sur toute la période se définissent comme suit :

Tableau budgétaire récapitulatif sur la totalité de la période
(1 USD = 450 FCFA)

Composantes Ressources FCFA Ressources USD

Renforcement de l'exécution nationale et mise en œuvre de l'approche harmonisée des agences excom (HACT) à travers le renforcement des directions administratives et financières

542 100 000

1 204 667

Renforcer les DAF en capacités et en équipement

70 000 000

155 556

Sensibiliser et former les structures nationales au HACT

42 000 000

93 333

Renforcer avec les DT, DAF, les fonctions de gestion des projets et ONG du SNU

107 600 000

239 111

Renforcer les fonctions Audit

20 000 000

44 444

Accélérer la mise en place des projets

3 500 000

7 778

Déterminer le projet

192 000 000

426 667

Renforcer les procédures nationales de passation des marchés

107 000 000

237 778

Renforcement des capacités nationales en matière de formulation de programmes d'aide au développement : Les structures étatiques et les ONG, partenaires du système des NU maîtrisent la formulation, le suivi/évaluation et la coordination des projets et programmes de développement en intégrant systématiquement les questions transversales

218 000 000

484 444

Mise en place expertises, fonctionnement et Equipements)

680 708 594

1 512 686

Total

1 364 308 594

3 031 797

⁴ Seuls les montants exprimés en FCFA font foi dans ce document de projet dans la mesure le dollar USD est soumis à fluctuation

Tableau budgétaire récapitulatif pour 2008
(1 USD = 450 FCFA)

Ressources USD	Ressources FCFA	Composantes
317 556	142 900 000	Renforcement de L'exécution nationale et mise en œuvre de l'approche harmonisée des agences excom (HACT) à travers le renforcement des directions administratives et financières
88 889	40 000 000	Renforcer les DAF en capacités et en équipement
93 333	42 000 000	Sensibiliser et former les structures nationales au HACT
70 889	31 900 000	Renforcer avec les DT, DAF, les fonctions de gestion des projets et ONG du SNU
11 111	5 000 000	Renforcer les fonctions Audit
53 333	24 000 000	Accélérer la mise en place des projets (2009) Rénover le projet
35 111	15 800 000	Renforcement des capacités nationales en matière de formulation de programmes d'aide au développement : Les structures étatiques et les ONG, partenaires du système des N.U maîtrisent la formulation, le suivi/évaluation et la coordination des projets et programmes de développement en intégrant systématiquement les questions transversales
627 582	282 411 972	Mise en place expertise, fonctionnement et Equipements
1 000 496	450 223 169	Total

Le Gouvernement s'engage à fournir tous les effectifs, locaux, nécessaires pour le projet. De plus, le Gouvernement à travers le Budget spécial d'investissement s'engage à contribuer aux activités du projet à travers un montant de cent quarante millions de francs CFA pour la période couverte par le projet.

Partie VI. ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT

Partie VII. CADRE DE RESULTATS ET DE RESSOURCES DETAILLEES⁵

L'objectif principal recherché par le projet est d'améliorer l'exécution nationale et la formulation des programmes nationaux de développement tout en intégrant la mise en œuvre de l'approche harmonisée des agences excom. (contribution Effet UNDAF N°2)

Objectif spécifique 1 : Renforcement de L'exécution nationale et mise en œuvre de l'approche harmonisée des agences excom (HACT)					
<p>Résultat UNDAF auquel le projet contribue: "Les capacités et les systèmes de gestion des structures nationales sont renforcés pour une meilleure appropriation/ mise en œuvre des programmes nationaux "(produit 2.2.1)</p> <p>Contributions annoncées de 41 500 000 USD répartis comme suit PNUD/FENU : 35 000 000 USD, FNUAP: 0, PAM: 450 000, UNICEF : 400 000, OIM: 0, BM: 4 650 000, OMS: 1 000 000, GVT: (cfUNDAF)</p> <p>Référence: les Directions Techniques (DT), les Directions Administratives et Financières (DAF), les Cellules de Planification Statistiques (CPS) ne sont pas suffisamment impliquées dans la gestion des projets</p> <p>Cible : Les programmes/ projets sous exécution nationale sont directement gérés par les DT, les DAF, les CPS et la mise en œuvre du HACT est maîtrisée</p>					
PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS DE PERFORMANCE	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (\$=450FCFA)
<p>1.1. Les Directions techniques, les DAF et les CPS sont entièrement impliqués dans l'exécution et la gestion des projets pour une meilleure appropriation des programmes et projets</p>	<p>Les programmes nationaux sont directement exécutés par les Départements Techniques</p>	<p>Les activités envisagées sont détaillées ci après (1.1.1 à 1.1.7)</p>	<p>PNUD</p>	<p>342 200 000</p>	<p>120 667</p>
<p>Résultat attendu des activités 1.1.1 : Renforcer les directions Administratives et financières en capacités et en équipement</p>	<p>Les DAF contrôlent les fonctions administratives et financières des Projets NEX</p>	<p>Action 1: Concevoir un programme de formation spécifique aux DAF et le mettre en œuvre</p> <p>Action 2 : Évaluer les besoins en équipement des DAF pour leur implication dans la gestion des projets</p> <p>Sous total : Renforcement des DAF</p>	<p>PNUD</p> <p>PNUD</p>	<p>40 000 000</p> <p>30 000 000</p> <p>70 000 000</p>	<p>88 889</p> <p>66 667</p> <p>155 556</p>
<p>Résultat attendu des activités 1.1.2 : Les structures nationales sont sensibilisées et formées au HACT</p>	<p>le HACT est mis en œuvre avec efficacité</p>	<p>Action 1 : Élaborer un guide d'information, simplifié, HACT en direction des agences d'exécution, des DAF, départements techniques et des projets/programmes</p> <p>Action 2 : Former les projets et les DAF au HACT, à la bonne utilisation du FACE et à la compréhension de la notion de "responsabilité des fonds"</p> <p>Action 3 : Accompagner les projets dans la mise en œuvre correcte du HACT/FACE et des règles et procédures nationales de gestion</p> <p>Action 4. Former les conseillers de la section des comptes aux principes de gestion des P/P du SNU (HACT) et de l'administration publique</p> <p>Sous total : Mise en œuvre du HACT</p>	<p>16 000 000</p> <p>16 000 000</p> <p>5 000 000</p> <p>5 000 000</p> <p>42 000 000</p>	<p>35 556</p> <p>35 556</p> <p>11 111</p> <p>11 111</p> <p>93 333</p>	

⁵ Le plan de travail 2008 et la matrice des risques se trouvent en annexe

PRODUITS ATTENDUS	IND.	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (\$=450CFA)
1.1.3. Résultat attendu des activités : Renforcer, avec l'implication des DT et des DAF, les fonctions de gestion des Projets et des ONG partenaires du SNU en les accompagnant en termes de : Planification (plans de travail, plans d'achat et de recrutement), procédures de gestion et mise en oeuvre du HACT (lois nationales, approche HACT, suivi financier et comptable, compréhension du nouveau formulaire de décaissement FAGE) et en Gestion des ressources humaines		Taux de décaissement des projets du SNU est amélioré			
		<p>Action 1 : Accompagner les projets pour que les plans annuels de travail soient établis à temps (en fin d'année)</p> <p>Action 2 : Accompagner, les structures, avec les DAF concernées pour que les plans annuels d'achats et de recrutement soient élaborés en fonction des plans de travail et coordonnés (pour des économies d'échelle)</p> <p>Action 3: Conseiller les agences d'exécution dans leur plan d'achats</p> <p>Action 4: Organiser dans les délais les revues semestrielles sur l'état d'avancement des projets/programmes</p> <p>Sous-total accompagnement en termes de planification</p> <p>Accompagner les projets dans la mise en oeuvre des procédures de gestion financière par les lois nationales</p> <p>Action 4 : Appuyer les DAF dans la mise en place et le renforcement des systèmes de contrôle interne des projets et programmes (diagnostic, points forts et faiblesses des systèmes existants)</p> <p>Action 5 : Faire un plaidoyer actif pour l'accès à ATLAS/ORACIE ou le logiciel utilisé actuellement par les DAF)</p> <p>Action 6 : Réaliser les formations sur le logiciel validé</p> <p>Action 7 : Centraliser les informations techniques et financières relatives aux projets/programmes</p> <p>Action 8: Actualiser le plan de formation au regard des thèmes pertinents</p> <p>Action 9 : Renforcer la connexion Internet du CREN pour permettre de centraliser efficacement les données financières ou obtenir accès VSAT PNUD</p> <p>Action 10: Créer un site WEB pour favoriser l'apprentissage (Ce site regroupe toutes les procédures et règles récentes, donne un résumé des actions accomplies par les projets, informe des formations effectuées par le CREN et du calendrier prévu, est mis à jour par l'expert en formation)</p> <p>Action 11: Plaidoyer pour le recrutement d'un Informaticien financé par l'ensemble des projets (maintenance informatique, résolution des problèmes informatiques divers)</p> <p>Sous total accompagnement dans la mise en oeuvre des procédures de gestion financière (par les lois nationales)</p> <p>Gestion des ressources humaines :</p> <p>Action 1 : Former et accompagner les projets en Gestion des RH et en évaluation du personnel</p> <p>Action 2: Accompagner les projets en gestion administrative</p> <p>Sous total accompagnement en gestion des ressources humaines</p> <p>Sous Total Résultat</p>			
				40 000 000	88 889
				12 000 000	26 667
				5 000 000	11 111
				14 000 000	31 111
				12 000 000	26 667
				2 000 000	4 444
				9 600 000	21 333
				54 600 000	121 333
				6 500 000	14 444
				6 500 000	14 444
				13 000 000	28 889
				107 600 000	239 111

PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (1\$=450FCFA)
1.1.4. Résultat attendu des activités : Accompagner les projets pour renforcer la fonction «Audit» interne et externe	Nombre d'évaluations conduites dans les délais (par projet) Degré de satisfaction des agences quant à la qualité des rapports d'audit	Action 2 : Organiser les audits des P/P (planifier, élaborer les TDR, faire des réunions) Action 3. Aider à la mise en œuvre des recommandations des audits (visites de terrains, conseils aux projets) Action 4 : Suivre et informer quant à la mise en œuvre des recommandations (synthèse des recommandations des audits, réunions avec les bailleurs et les projets etc...) Sous-total accompagnement "Audit"		- - 20 000 000 20 000 000	- - 44 444 44 444
1.1.5. Résultat attendu des activités : Aider à l'accélération de la mise en place des projets/programmes (de 2 ans à 6 mois)	Temps moyen de mise en place des projets	Action 1: Plaidoyer pour la mise en œuvre du plan d'action de l'étude effectuée par le PNUD relative à la faiblesse du taux de décaissements des programmes et projets (en particulier les raisons du retard de la mise en place des projets) Action 2 : Répertorier les conditionnalités présentes lors de l'élaboration des conventions de projet Action 3. Rencontrer les ministères de tutelles et autres départements concernés pour diligenter la mise en place des projets (rôle de facilitateur) Action 4 : Aider les ministères de tutelles pour le recrutement des unités de gestion Sous total accompagnement pour la mise en place accélérée des projets		3 500 000 - - 3 500 000	7 778 - - 7 778
1.1.6. Le transfert progressif des capacités NEX à la Partie Nationale est effectué	Nombre d'attributions transférées et degré de motivation des points focaux	Action 1: Veiller à ce que la décision de nomination des points focaux définisse clairement leur rôle pour faciliter le transfert progressif à la partie nationale et éviter un chevauchement des rôles Action 2: Identifier, en s'appuyant sur les bonnes pratiques des autres bureaux de la sous région, des emplacements pour l'appui effectué par les Directeurs nationaux et autres points focaux impliqués dans la gestion financière afin de maintenir la motivation, l'appropriation et l'internalisation des programmes/projets (formation, équipements ...) Action 3: Établir le comité de pilotage avec un calendrier annuel de réunions approuvé (liste de suppléants validés) Sous total Pérennisation du CREN		- 192 000 000 - 192 000 000	- 426 667 - 426 667
1.1.7. Résultat attendu des activités : Renforcement des procédures nationales de passation des marchés pour atténuer les risques inhérents à la mise en œuvre du HACT	Fiabilité du système de passation des marchés	Action 1 : Former les DAF, les projets, la DCI au nouveau code des marchés publics Action 2 : Appuyer les réformes des marchés publics en cours par la réalisation d'une étude sur le mécanisme de suivi évaluation des marchés Action 3: Accompagner la DG MP dans le cadre de la vulgarisation du nouveau code des Marchés publics Sous total accompagnement de la DG MP		96 000 000 11 000 000 - 107 000 000	213 333 24 444 - 237 778

Objectif spécifique 2: Renforcement des capacités nationales en matière de formulation de programmes d'aide au développement

PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (1\$=450FCFA)
<p>2.1. Les structures étatiques et les ONG, partenaires du système des NU maîtrisent la formulation, le suivi/évaluation et la coordination des projets et programmes de développement</p>	<p>Degré de satisfaction des agences quant à la qualité des rapports d'activités et pourcentage des projets intégrant le suivi évaluation des thèmes transversaux</p>	<p>Les activités envisagées sont détaillées ci après (2.1.1 à 2.1.2)</p>		218 000 000	484 444
<p>2.1.1. Résultat attendu des activités : Le reportage et la coordination de l'aide extérieure sont améliorés pour une meilleure information du SNU et des PTF (Les différentes bases de données sur l'aide publique au développement sont interconnectées)</p>		<p>Action 1: Veiller à la fiabilité des données intégrées au tableau de bord de la DCI (appui qualité) Action 2 : Plaidoyer au niveau du secrétariat à l'harmonisation de l'aide pour une interconnexion des données relatives à l'aide publique au développement Action 3 : Recenser précisément la liste des ONG partenaires de tout le SNU auprès des agences Action 4 : Identifier les sources faibles de comptabilisation de l'aide reçue des ONG (contact au niveau des sièges de ces ONG et les comparer aux informations disponibles auprès des partenaires d'exécution) Action 5 : Organiser des séances de travail régulières (annuelles) pour un partage des informations sur le reportage de l'aide publique au développement Action 9: Former la DCI et la DNPD au suivi des conventions et projets de coopération Action 10: former le personnel du CREN à la gestion des bases de données</p>	<p>PNUID PNUID FNUAP</p>	<p>- - - - - - 2 000 000 2 500 000 2 000 000</p>	<p>- - - - - - 4 444 5 556 4 444</p>
		<p>Sous total coordination des données et information du SNU</p>		6 500 000	14 444

Résultat UNDAF auquel le projet contribue: "Les Ministères, les services de l'État, les ONG, sont renforcés pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi/évaluation des P/P de développement" résultat 2.1.1

Contributions annoncées de 23 680 000 USD répartis comme suit PNUD/FENU : 7 000 000, FNUAP: 1 500 000, PAM: 0, UNICEF : 500 000, OIM: 880 000, BM: 13 800 000, OMS: 0, GVT*

Référence: Les données provenant de la gestion de l'aide publique au développement du SNU ne sont pas complètes, les thématiques transversales ne sont pas intégrées dès la formulation des projets et le suivi évaluation des P/P du SNU n'est pas harmonisé

Cible : Les données relatives à la gestion et à la coordination de l'aide publique au développement provenant du SNU sont complètes et fiables, les programmes nationaux pour l'atteinte des objectifs du millénaire intègrent les thèmes transversaux dès leur conception et les systèmes de suivi évaluation du SNU sont harmonisés

⁶ Il s'agit de l'ensemble des contributions annoncées pour le produit 2.2.1 du Plan cadre des Nations Unies 2008-2011

PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (1\$=450CFA)
2.1.2 Résultat attendu des activités: Améliorer, avec l'implication des CPS, la formulation et le système de suivi évaluation des programmes/projets en s'assurant que les question transversales (genre, leadership des femmes, VIH, approche basée sur les droits humains) sont intégrées et qu'il existe des indicateurs liés à leur suivi	Nombre de formés utilisant les outils de planification et de suivi/évaluation des projets/programmes de développement	<p>Action 1 : Assister à tous les CLIEP en partageant les leçons apprises et en s'assurant que les questions transversales (genre, leadership des femmes, VIH, et ADH) sont intégrées et qu'il existe des indicateurs liés à leur suivi</p> <p>Action 2: Former les acteurs impliqués à ces thématiques transversales (CREN, CPS, DAF, personnel projet)</p> <p>Action 3 : Former le personnel du CREN en formulation de projet (PRINCE 2)</p> <p>Action 4 : Impliquer les DAF et les CPS dans le montage des projets en les formant en formulation de projets (PRINCE II et autres formations)</p> <p>Action 5 : Les capacités des ONG, partenaires d'exécution du SNU sont renforcées en SE (Les ONG en question sont répertoriées et intégrées dans le système de formation en matière de suivi évaluation)</p> <p>Action 6 : Diagnostique du niveau de connaissances en Gestion axée sur les résultats</p> <p>Action 7 : Former en GAR, en suivi et en évaluation les CPS/DNPD, DAF et projets</p> <p>Action 8 : Accompagner la mise en œuvre des recommandations de l'initiative PISE (Plan d'Intégration du Suivi Evaluation)</p> <p>Action 9 : Proposer un format harmonisé de rapports d'activités gouvernement-agences du SNU</p> <p>Action 10 : Participer à l'amélioration des rapports d'activités transmis aux bailleurs en intégrant cet aspect aux réunions annuelles planifiées</p> <p>Action 11 : Produire un rapport d'activités annuel analytique des projets</p> <p>Action 12 : Créer/développer un centre de compétences en suivi évaluation (création d'un pool, de formateurs, participations aux débats internationaux en appuyant la création du réseau mailen de suivi évaluation affilié au réseau ARREA)</p> <p>Action 12: Favoriser la culture d'apprentissage par un plaidoyer pour le recrutement d'un Chargé en communication financé par l'ensemble des projets et chargé de diffuser les meilleures pratiques des projets (Contribution maximum du CREN:10%)</p> <p>Sous total accompagnement en formulation et suivi évaluation</p>	<p>PNUD</p> <p>PAM/UNICEF</p> <p>PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>PAM/UNICEF</p> <p>FNUAP</p> <p>FNUAP</p> <p>FNUAP</p> <p>PNUD</p> <p>PNUD</p> <p>PNUD</p>	<p>-</p> <p>60 000 000</p> <p>300 000</p> <p>36 000 000</p> <p>3 600 000</p> <p>80 000 000</p> <p>80 000 000</p> <p>8 000 000</p> <p>8 000 000</p> <p>4 000 000</p> <p>10 000 000</p> <p>9 600 000</p> <p>214 500 000</p>	<p>-</p> <p>133 333</p> <p>667</p> <p>80 000</p> <p>8 000</p> <p>-</p> <p>177 778</p> <p>-</p> <p>-</p> <p>17 778</p> <p>8 889</p> <p>22 222</p> <p>21 333</p> <p>470 000</p>

PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (1\$=450FCFA)
Mise en place de l'expertise nécessaire	l'équipe dispose de capacités avérées en plaidoyer, formation, pédagogie et Knowledge Sharing	Action 1: Recrutement des Experts en plaidoyer et renforcement des capacités, et du personnel d'appui (1 coordonnateur, 3 experts, 2 chauffeurs, 1 assistant)		411 212 496	913 806
Frais de fonctionnement	les acquisitions sont effectuées selon les normes avec le meilleur rapport qualité-prix	Action 1: Budgétiser Frais de fonctionnement (loyer, Électricité, eau etc.)		109 915 392	244 256
Bureautique		Action 2: Inventaire des biens amortis ou à rétrocéder et Plan d'Équipements bureautiques nouveau Projet (ordinateurs, digital Sender etc.)		86 130 000	191 400
Véhicules		Action 3: Définir l'utilisation pour l'acquisition de 2 véhicules et faire valider		66 000 000	146 667

PRODUITS ATTENDUS	INDICATEURS	ACTIVITES PROGRAMMEES	ORG RESP	BUDGET EN CFA	BUDGET USD (1\$=450CFA)
Total récapitulatif Objectif spécifique 1	-			542 100 000	1 204 667
Total récapitulatif Objectif spécifique 2	-			218 000 000	484 444
Total Expertise	-			411 212 496	913 806
Total Fonctionnement (moins apport GVT)	-			109 915 392	244 256
Total Equipement Bureautique projet	-			86 130 000	191 400
Total Acquisition Véhicules	-			66 000 000	
TOTAL ACTIVITES				1 433 357 888	3 185 240
DIVERS				157 669 368	350 376
TOTAL GENERAL				1 591 027 256	3 535 616
Contribution du GVT à travers le Budget Spécial d'investissement (BSI)				140 000 000	311 111
TOTAL BUDGET CREN				1 451 027 256	3 224 505
TOTAL CONTRIBUTIONS ANNONCEES PAR LE SNU (pour info)				29 331 000 000	65 180 000

Partie VIII. MODALITES DE GESTION

Le CRBN accompagnera les ministères étrangers et de la coopération internationale dans toutes les activités de coordination, de suivi, évaluation, audit et contrôle. Par rapport aux différentes composantes, le CRBN contribuera au renforcement des capacités dans tous les domaines de la gestion administrative, financière, comptable, suivi évaluation ainsi qu'en matière de formation; il jouera également un rôle prépondérant dans la mise en application du HACT. Dans le but de pérenniser les acquis du projet deux points focaux seront désignés au niveau de la DCI. Ils seront progressivement impliqués et formés aux problématiques gérées par le CRBN. Comme tout projet en exécution nationale, le CRBN sera placé sous la coordination de la Direction de la Coopération Internationale du Ministère des Affaires Étrangères.

Le cadre logique détaillé dont est issu le plan annuel de travail (AWP) 2008 décrit les résultats spécifiques attendus et formera l'accord de base sur l'utilisation des ressources entre le CRBN et les bailleurs. Le terme « partenaire de mise en œuvre » signifiera « agent d'exécution » au sens défini dans le SBAA.

Un comité de pilotage du projet sera mis en place et présidé par la DCI. Il comprend les représentants des principaux ministères exécutant les projets bénéficiaires de l'appui du CRBN, DAF et Direction Nationale concernés, PNUD, UNFPA, PAM, UNICEF. Il s'agit des Ministères en charge de la Justice, de l'éducation de base, de la promotion de la femme, de l'enfant et de la famille, de la santé, etc... Le Conseil National de Coordination de la Société Civile pourra faire partie du Comité dans la mesure où le CRBN se propose de renforcer les ONG agissant pour le compte des Nations unies.

Un plan de communication et de suivi évaluation est annexé à ce projet afin de communiquer régulièrement au comité les informations pertinentes au pilotage du projet.

Les fonds seront décaissés par les bailleurs sur la base des activités validées dans le plan de travail et conformément au formulaire FACH et selon les modalités suivantes :

1. Des transferts de fonds directs :
 - a. avant le début des activités (avances de fonds)
 - b. après la réalisation des activités (remboursement)
2. Des paiements directs aux fournisseurs ou à des tiers pour des engagements effectués, sur la base de requêtes signées par le représentant désigné du partenaire de mise en œuvre.
3. Des paiements directs à des fournisseurs ou à des tiers pour des engagements effectués par les agences du Système des Nations Unies en appui à des activités et avec l'accord de la DCI.

Les avances de fonds seront demandées et effectuées pour des périodes de mise en œuvre qui n'excéderont pas trois mois. Les remboursements de dépenses préalablement approuvées seront demandés et accordés trimestriellement ou après la réalisation des activités.

Le CRBN devra concevoir une stratégie de mobilisation de ressources en vue d'atteindre l'ensemble des résultats escomptés et assurer la durabilité des actions.

Pour soutenir toutes ses activités une structure performante et dotée d'une expertise avérée sera mise en place avec l'unique souci de renforcer les capacités nationales. Elle devra également renforcer la structure de Tutelle afin d'envoyer la pérennisation des actions liées au renforcement de l'exécution nationale, en particulier le Directeur de la DCI et les points focaux désignés.

Les exigences minimales pour les accords de gestion du projet comprennent les rôles suivants décrits ci-dessous :

Comité de projet : Le comité de projet est le groupe responsable pour prendre, sur base consensuelle, des décisions de gestion pour le projet, basées sur un consensus, lorsque le Directeur du projet requiert des conseils, y compris les recommandations pour l'approbation des révisions du projet par le PNUD ou la DCI en tant que partenaire de mise en œuvre. Une dynamique constante de communication devra être mise en place pour anticiper les goulots d'étranglements éventuels et permettre au Directeur du projet d'être régulièrement informé des résultats obtenus. Les révisions du projet effectuées par ce groupe sont effectuées à des points désignés de décision pendant le projet, ou selon le besoin lorsque cela est soulevé par le Directeur du projet. Ce groupe est

consulté par le Directeur du projet lorsque les contraintes normales en termes de durée et de budget ont été dépassées.

Ce groupe comporte trois rôles :

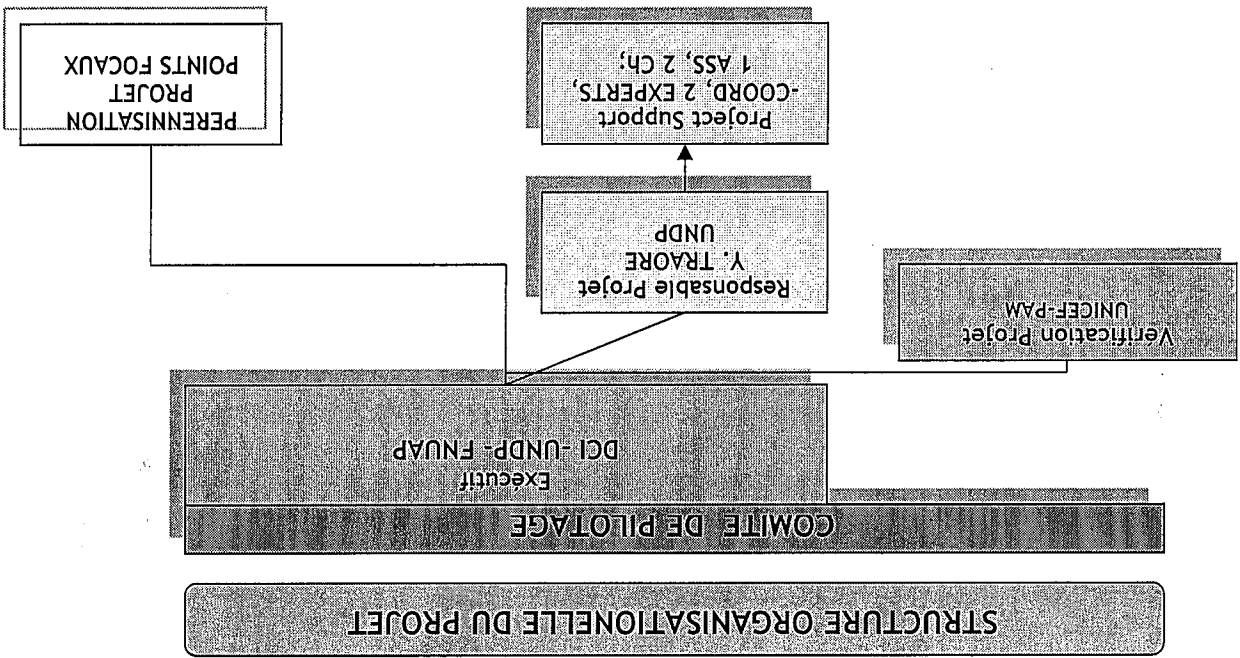
- L'exécutif, représentant la propriété du projet, pour présider le groupe,
- Le rôle de « fournisseur principal » pour offrir des conseils concernant la faisabilité technique du projet, et
- Le rôle de bénéficiaire principal, pour assurer la réalisation de bénéfices du projet, du point de vue des bénéficiaires du projet.

Les membres potentiels du Comité de projet sont passés en revue et recommandés pour approbation pendant la réunion du Comité consultatif des programmes (CLAP).

La vérification de projet dite « Assurance Projet » est de la responsabilité de chaque membre du Comité de projet, mais le rôle peut être délégué. Le rôle de vérification de projet soutient le Comité du projet en exécutant des fonctions de surveillance et de suivi objectifs et indépendants. Cette fonction assure que les étapes importantes de gestion du CREN sont bien gérées et achevées. Un Administrateur de programme du PNUD tient habituellement le rôle de vérification du projet pour le membre du Comité du PNUD, et un représentant similaire du gouvernement peut tenir ce rôle pour le Directeur de projet. Cependant dans le cadre du CREN, et dans la mesure où il s'agit d'un programme conjoint, il serait souhaitable que les rôles de vérificateur de projet soient attribués aux Chargés de programme des deux autres agences (PAM-UNICEF). La première réunion de comité de pilotage pourra désigner spécifiquement les personnes assurant ce rôle.

Responsable de projet : Le responsable de projet dispose de l'autorité de gérer le projet sur une base quotidienne au nom du Comité de projet, dans la limite des contraintes définies par le Comité du projet. Sa responsabilité principale est d'assurer que le projet produit les résultats précisés dans le document de projet, à la norme de qualité requise et dans la limite des contraintes de temps et de coût spécifiées. Le Responsable de projet est nommé par l'entité d'exécution.

La structure de direction du projet proposée ci-dessus peut être illustrée comme suit :



Partie IX. CADRE DE SUIVI EVALUATION⁷

Les rapports seront préparés conformément aux procédures et de manière harmonisée dans la mesure du possible.

Le projet fera l'objet d'un bilan annuel. Les résultats seront présentés et diffusés. L'évaluation à mi-parcours se fera au cours de la 2^{ème} année d'exécution et devra situer les progrès vers une appropriation nationale du Projet. Elle aura pour objectif d'appécier le degré d'atteinte des objectifs par rapport aux prévisions et recommandera, au besoin, des mesures correctives. Au cours de la dernière année du programme, une évaluation finale sera effectuée dans le but d'appécier les résultats atteints. Ces résultats seront transmis aux quatre agences dites ex-com (PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF).

Les audits spéciaux ou programmes se feront conformément aux procédures en matière de gestion des projets. La Cour des Comptes, et en attendant sa création, la section des comptes de la Cour suprême, pourra entreprendre les audits programmes.

Pour rappel et conformément aux procédures du manuel de programmation en vigueur au PNUD, le projet devra être suivi à travers les modalités suivantes :

Au cours du cycle annuel

- Evaluer trimestriellement les progrès réalisés vers l'atteinte des résultats clés identifiés
- Une matrice des problèmes encourus devra être activée au niveau d'Atlas et régulièrement mise à jour par le Chargé de Programme PNUD quant à la survenance ou la résolution de problèmes potentiels enregistrés
- La matrice des risques identifiés devra régulièrement être mise à jour en fonction de l'environnement qui pourrait affecter le bon déroulement du projet

- Suite aux informations ci dessus enregistrées dans Atlas, le rapport trimestriel d'activités - Quarterly Progress Reports (QPR) devra être soumis par le Chargé de programme au comité de pilotage à travers l'assurance Projet et en utilisant le format standard disponible dans la section « Exécutive Snapshot ».

- Une matrice « leçons apprises » devra être active et régulièrement mise à jour par le Chargé de Programme afin d'assurer l'apprentissage continu et l'adaptation du projet au contexte des Organisations impliquées. Ceci facilitera la section "leçons apprises" à la fin du projet.

- Un planning de suivi devra être activé dans Atlas afin de suivre les événements/actions clés de gestion
- Le rapport d'activités Annuel (Annual Review Report). Le rapport annuel devra être préparé par le Chargé de programme et partagé avec le comité de pilotage. Il s'agira de reprendre les informations précédentes (QPR) mais sur une base annuelle.

- Revue annuelle du projet (Annual Project Review). Cette revue devra inclure les partenaires et les bénéficiaires.

⁷ Dans la mesure où les activités définitives sont en cours de validation, le budget relatif au suivi évaluation est compris dans la rubrique « Divers » du cadre de résultats et ressources. (Environ 5% de ce montant devrait être exclusivement alloué au plan de suivi évaluation)

MATRICE DE SUIVI EVALUATION RELATIVE AUX RESULTATS DU PROJET⁸

PRODUIT 1: Les DAF et les CPS sont entièrement impliqués dans l'exécution et la gestion des projets pour une meilleure appropriation des programmes et projets			
Résultat d'activité 1 (Atlas Activity ID)	Renforcer les directions Administratives et financières en capacités et en équipement	Date de début: Mai 2008 Date de fin : Décembre 2008	
Objectif	Les DAF sont entièrement impliqués dans l'exécution et la gestion des projets pour une meilleure appropriation des programmes et projets		
Description	Action 1: Concevoir un programme de formation spécifique aux DAF et le mettre en œuvre Action 2: Évaluer les besoins en équipement des DAF pour leur implication dans la gestion des projets		
Indicateurs de réalisation <i>Les DAF contribuent les fonctions administratives et financières des Projets sous exécution nationale (Nombre de projets directement exécutés par les DAF)</i>	Méthodes de collecte <i>(Outils de vérification – Méthode utilisée pour déterminer que le critère est atteint) Signature des formulaires FACE</i>	Date de vérification À quelle date ? <i>Fin de trimestre</i>	
Résultat d'activité 2 (Atlas Activity ID)	Les structures nationales sont sensibilisées et formées au HACT		
Objectif	Faciliter le transfert de responsabilité des ressources		
Description	Action 1 : Élaborer un guide d'information, simplifié, HACT en direction des agences d'exécution, des DAF, départements techniques et des projets/programmes Action 2 : Former les projets et les DAF au HACT, à la bonne utilisation du FACE et à la compréhension de la notion de "responsabilité des fonds" Action 3 : Accompagner les projets dans la mise en œuvre correcte du HACT/FACE et des règles et procédures nationales de gestion Action 4. Former les conseillers de la section des comptes aux principes de gestion des P/P du SNU (HACT) et de l'administration publique		
Indicateurs de réalisation <i>avec quels indicateurs les activités seront mesurées? le HACT est mis en œuvre avec efficacité</i>	Méthodes de collecte <i>(Outils de vérification – Méthode utilisée pour déterminer que le critère est atteint)</i> - Résultats Evaluation - Résultats de l'enquête	Date de vérification À quelle date ? <i>1 fois par an</i>	

⁸ Cette matrice de suivi évaluation dont l'importance est critique devra être complétée par l'Expert en Suivi évaluation sur le modèle et pour tous les résultats d'activités (suite à la validation des activités par le comité de pilotage).

Partie X. CONTEXTE LEGAL

Le Gouvernement a signé avec les agences Excom concernées par ce Projet (PNUD, UNFPA, UNICEF, PAM), des accords de base dits SBAA. Pour des questions de simplicité, nous référons à l'accord de base signé avec le PNUD le 9 juin 1978 et révisé le 3 juin 1980, régissant la coopération du PNUD avec la République du Mali. Conformément à l'Article I, deuxième paragraphe de cet accord de base, l'assistance apportée par le PNUD au Gouvernement sera mise à la disposition du Gouvernement, fournie et reçue conformément aux résolutions et décisions pertinentes et applicables des organes compétents du PNUD, sous réserve de la disponibilité des fonds nécessaires au niveau du PNUD.

En particulier, la décision 2005/1 du Conseil d'Administration du PNUD, en date du 28 janvier 2005, a approuvé les nouvelles réglementations et règles financières, et avec elles, les nouvelles définitions des termes « exécution » et « mise en œuvre », permettant au PNUD d'appliquer dans leur totalité les nouvelles procédures communes de programmation provenant de l'Initiative de simplification et d'harmonisation du Groupe des Nations Unies pour le Développement.

A la lumière de cette décision, le Plan d'Action du Cadre de Coopération (CPAP) dont est issu en partie et le Plan de Travail Annuel (AWP) signé par les deux parties, constituent un Document de Projet au sens défini dans l'accord de base. (Extrait du CPAP PNUD). Par conséquent le plan de travail 2008 du projet CREBN bénéficie des mêmes conditions.

Partie XI. ANNEXES

1. Plan de travail (AWP) 2008
2. Matrice des risques potentiels
3. Budget détaillé Mise en place de l'expertise
4. Budget détaillé Fonctionnement
5. Budget détaillé Bureautique et Equipements
6. Agréments
7. Termes de référence Expertise et personnel d'appui
8. Résultats de l'évaluation des capacités de l'agence d'exécution

Section 11.01 PLAN DE TRAVAIL 2008

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PROGRAMMEES	CHRONOGR.				RESP.	BUDGET			
		Q1	Q2	Q3	Q4		Funding Source	Budget Description	Montant CFA	Montant USD
Produit 1: 1.1. Les DT, DAF et CPS sont impliqués dans l'exécution des projets pour une meilleure appropriation des P/P	1. Résultat attendu des activités : <i>Renforcer les directions Administratives et financières en capacités et en équipement</i> Action 1: Concevoir un programme de formation spécifique aux DAF et le mettre en œuvre Action 2: Évaluer les besoins en équipement des DAF pour leur implication dans la gestion des projets			X		CAF		40 000 000,0	88 889	
Niveau de référence: les DAF/CPS ne sont pas impliqués dans la gestion des projets NEX	2. Résultat attendu des activités <i>Les structures nationales sont sensibilisées et formées au HACT</i> Action 1 : Élaborer un guide d'information, simplifié, HACT en direction des agences d'exécution, des DAF, départements techniques et des projets/programmes				X	CAF		30 000 000,0	66 667	
Indicateurs : Nombre de rapports financiers directement rédigés par les DAF	<i>Les structures nationales sont sensibilisées et formées au HACT</i>			X		CF		16 000 000,0	35 556	
Cible fixée: Les programmes/projets sous exécution nationale sont directement gérés par les DT, les DAF, les CPS et la mise en œuvre du HACT est maîtrisée	Action 2 : Former les projets et les DAF au HACT, à la bonne utilisation du FACE et à la compréhension de la notion de "responsabilité des fonds"				X	CAF		16 000 000,0	35 556	
Effet CPAP associé: 2.2.1 "Les capacités et les systèmes de gestion des structures nationales sont renforcés pour une meilleure appropriation/ mise en œuvre des programmes nationaux"	Action 3 : Accompagner les projets dans la mise en œuvre correcte du HACT/FACE et des règles et procédures nationales de gestion				X	CAF		5 000 000,0	11 111	
	Action 4 : Former les conseillers de la section des comptes aux principes de gestion des P/P du SNU (HACT) et de l'Administration publique				X	CAF		5 000 000,0	11 111	

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PROGRAMMEES	Q1	Q2	Q3	Q4	RESP.	FUND.	DESCR	MONTANT CFA	MONTANT USD
<i>Suite Prod 1</i>	3. Résultat attendu des activités <i>Renforcer, avec l'implication des DI et des DAF, les fonctions de gestion des Projets et des ONG partenaires du SNU en les accompagnant en termes de : Planification (plans de travail, plans d'achat et de recrutement), procédures de gestion et mise en oeuvre du HACT (lois nationales, approche HACT, suivi financier et comptable, compréhension du nouveau formulaire de décaissement FACE) et en Gestion des ressources humaines</i>								31 900 000,0	70 889
	Action 1 : Accompagner les projets pour que les plans annuels de travail soient établis à temps (en fin d'année)				X	CSE				-
	Action 2 : Accompagner, les structures, avec les DAF concernées pour que les plans annuels d'achats et de recrutement soient élaborés en fonction des plans de travail et coordonnés (pour des économies d'échelle)				X	CAF				-
	Action 3 : Conseiller les agences d'exécution dans l'acquisition des biens et services	X				COORD				-
	Action 4 : Organiser dans les délais les revues semestrielles sur l'état d'avancement des projets/programmes		X			COORD			10 000 000,0	22 222
	Action 5 : Appuyer les DAF dans la mise en place et le renforcement des systèmes de contrôle interne des projets et programmes; 2008: Diagnostic	X				CAF			6 000 000,0	13 333
	Action 6 : Faire un plaidoyer actif pour l'accès à ATLAS/ORACLE ou le logiciel utilisé actuellement par les DAF (2008: séance de travail et CR au PNVD)	X		X		COORD				-
	Action 7 : Réaliser les formations sur le logiciel (coût pour le CREN)			X		CF			5 000 000,0	11 111
	Action 8 : Centraliser les informations techniques et financières relatives aux P/P			X		CAF			3 500 000,0	7 778
	Action 9: Actualiser le plan de formation au regard des thèmes pertinents	X				CF				-
	Action 10 : Renforcer la connexion Internet du CREN pour permettre de centraliser efficacement les données financières ou obtenir accès VSAT PNVD (coût moyen HD sur 4 ans)	X				CAF			3 000 000,0	6 667
	Action 11: Créer un site Web pour favoriser l'apprentissage (procédures et règles récentes, résumé des actions accomplies par les projets, informe des formations effectuées par le CREN et du calendrier prévu, est mis à jour par l'expert en formation)	X				CF			2 000 000,0	4 444
	Action 12: Plaidoyer pour le recrutement d'un Informaticien financé par l'ensemble des projets ou d'une Sous traitance unique pour tous les projets avec un montant max de 2.000.000 par mois pour l'ensemble des projets ; Part du CREN	X				COORD			2 400 000,0	5 333
	Action 13 : Former en Gestion des RH et en évaluation du personnel (2009)									-
	Action 14: Accompagner les projets en gestion administrative (2009)									-

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PROGRAMMEES	Q1	Q2	Q3	Q4	RESP.	FUND.	DESCR	MONTANT CFA	MONTANT USD
<i>Suite Prod. 1</i>	4. Résultat attendu des activités : <i>Accompagner les projets pour renforcer la fonction «Audits» interne et externe</i>									
	Action 2 : Organiser les audits des P/P (Planifier, élaborer les TDR, réunions)		X			CSE			5 000 000,0	11 111
	Action 3. Aider à la mise en oeuvre des recommandations des audits		X			CSE				-
	Action 4 : Suivre et informer quant à la mise en oeuvre des recommandations (synthèse des recommandations des audits, réunions avec les bailleurs/projets.)				X	COORD			5 000 000,0	11 111
	5. Résultat attendu des activités <i>Le processus de mise en place des projets et programmes est facilité (de deux ans à 6 mois)</i>									
	Action 1: À partir de 2009, Plaidoyer pour la mise en oeuvre du plan d'action de l'étude effectuée par le PNUD relative à la faiblesse du taux de décaissements des P/P (en particulier les raisons du retard de la mise en place des projets)				X	COORD				-
	Action 2 : Répertoire des conditionnalités présentes lors de l'élaboration des conventions de projet (2008)					COORD				-
Action 3. Rencontrer les ministères de tutelles et autres départements concernés pour diligenter la mise en place des projets (rôle de facilitateur)				X	COORD				-	
Action 4. Aider les ministères tutelles pour le recrutement des unités de gestion (2009)									-	
6. Résultat attendu des activités : <i>Le transfert progressif des capacités NEX à la Partie Nationale par le biais d'une cellule NEX intégrée au Ministère de Tutelle est effectué</i>										
Action 1: Envisager la pérennisation du CREN à travers la désignation de deux points focaux au niveau de la DCI. Ils seront progressivement impliqués et formés aux problématiques gérées par le CREN (Budgétisé à partir de juillet 08)				X	COORD				24 000 000,0	53 333
Action 2: Veiller à ce que la décision de nomination définisse clairement leur rôle pour faciliter le montage institutionnel et éviter un chevauchement				X	COORD				21 000 000,0	46 667
Action 3: Identifier, en s'appuyant sur les bonnes pratiques des bureaux de la sous-région, des émoluments pour l'appui effectué par les Directeurs nationaux et autres points focaux afin de maintenir la motivation, l'appropriation et l'internalisation des P/P (Comme initiative commune aux 4 agences)			X		COORD				3 000 000,0	6 667
Action 4: Établir le comité de pilotage avec un calendrier annuel de réunions approuvé (liste de suppléants validés)			X		COORD				-	-
7. Résultat attendu des activités : <i>Les procédures nationales de passation des marchés sont renforcées pour atténuer les risques inhérents à la mise en oeuvre du HACT (à compter de 2009)</i>									-	-
TOTAL PRODUIT 1									142 900 000,0	319 556

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PROGRAMMEES	CHRONOGR.				RESP.	BUDGET			
		Q1	Q2	Q3	Q4		FUND.	DESCR	MONTANT CFA	MONTANT USD
Produits 2: 2.1. Les structures étatiques et les ONG, partenaires du système des N.U maîtrisent la formulation, le suivi/évaluation et la coordination des projets et programmes de développement	1. Résultat attendu des activités: <i>Le reporting et coordination de l'aide extérieure sont améliorés pour une meilleure information du SNU et des PTF (Les différentes bases de données sur l'aide publique au développement sont interconnectées)</i> Action 1: Veiller à la fiabilité des données intégrées au tableau de bord de la DCI (appui qualité) Action 2 : Plaidoyer au niveau du secrétariat à l'harmonisation de l'aide pour une interconnexion des données relatives à l'aide publique au développement		X			CSE			-	-
<i>Niveau de Référence: Les données provenant de la gestion de l'aide publique au développement du SNU ne sont pas complètes, les thématiques transversales ne sont pas intégrées dans la formulation des projets et le suivi évaluation des P/P du SNU n'est pas harmonisé</i>	Action 3 : Recenser précisément la liste des ONG partenaires de tout le SNU auprès des agences Action 4 : Identifier les sources faibles de comptabilisation de l'aide reçue des ONG (contact au niveau des sièges de ces ONG et les comparer aux informations disponibles auprès des partenaires d'exécution) Action 5 : Organiser des séances de travail régulières (annuelles) pour un partage des informations sur le reporting de l'aide publique au développement Action 6: Former la DCI et la DNPD au suivi des conventions et projets de coopération (2009) Action 7: former le personnel du CREN à la gestion des bases de données		X		X	COORD			500 000,0	1 111
		X				CF			2 000 000,0	4 444

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PROGRAMMEES	Q1	Q2	Q3	Q4	RESP.	FUND.	DESCR	MONTANT CFA	MONTANT USD
Indicateurs Degré de satisfaction des agences quant à la qualité des rapports d'activités Pourcentage des projets intégrant le suivi évaluation des thèmes transversaux Cible 1 : Les données relatives à la coordination de l'A.P.D provenant du SNU sont complètes et fiables, les programmes nationaux pour l'atteinte des ODM intègrent les thèmes transversaux des leur conception et les systèmes de suivi évaluation du SNU sont harmonisés	2. Résultat attendu des activités <i>Améliorer, avec l'implication des CPS, la formulation et le système de suivi évaluation des programmes/projets en s'assurant que les questions transversales (genre, leadership des femmes, VIH, approche basée sur les droits humains) sont intégrées et qu'il existe des indicateurs liés à leur suivi</i> Action 1 : Assister à tous les CLEP en partageant les leçons apprises et en s'assurant que les questions transversales (genre, leadership des femmes, VIH, et ADH) sont intégrées et qu'il existe des indicateurs liés à leur suivi Action 2: Former les acteurs impliqués à ces thématiques transversales (CREN, CPS, DAF, personnel projet) A partir de 2009 Action 3 : Former le personnel du CREN en formulation de projet (PRINCE 2) Action 4 : Impliquer les DAF et les CPS dans le montage des projets en les formant en formulation de projets (PRINCE II et autres formations)/2009 Action 5 : Les capacités des ONG, partenaires d'exécution du SNU sont renforcées en SE (Les ONG en question sont répertoriées et intégrées dans le système de formation en matière de suivi évaluation)/2009 Action 6 : Diagnostic du niveau de connaissances en Gestion axée sur les résultats Action 7 : Former en GAR, en suivi et en évaluation les CPS/DNPD, DAF et projets (En 2009) Action 8 : Accompagner la mise en œuvre des recommandations de l'initiative PISE (Plan d'Intégration du Suivi Évaluation) Action 9 : Proposer un format harmonisé de rapports d'activités gouvernement-Agences du SNU Action 10 : Participer à l'amélioration des rapports d'activités transmis aux bailleurs en intégrant cet aspect aux réunions annuelles planifiées Action 11 : Produire un rapport d'activités annuel analytique des projets Action 12 : Créer/développer un centre de compétences en suivi évaluation (création d'un pool, de formateurs, participations aux débats internationaux en appuyant la création du réseau malien de suivi évaluation affilié au réseau ARIEA) Action 13: Plaidoyer pour le recrutement d'un Chargé en communication (en 2009)	X	X	X		COORD			13 300 000,0	29 556
			X			CF			300 000,0	667
			X	X		CSE			2 000 000,0	4 444
			X		X	CSE			1 000 000,0	2 222
			X			COORD.			10 000 000,0	22 222
	TOTAL PRODUIT 2								15 800 000,0	35 111

PRODUITS ATTENDUS	ACTIVITES PROGRAMMEES	Q1	Q2	Q3	Q4	RESP.	FUND.	DESCR	MONTANT CFA	MONTANT USD
Produit 3: 1.1. Expertise mise en place et acquisitions	1. Résultat attendu des activités <i>Mise en place de l'expertise nécessaire</i> Action 1: Recrutement des Experts en plaidoyer et renforcement des capacités, et du personnel d'appui (1 coordonnateur, 3 experts, 2 chauffeurs, 1 assistant)	X	X			CLAP			102 803 124,0 102 803 124,0	228 451 228 451
	2. Résultat attendu des activités <i>Frais de fonctionnement</i> Action 1: Budgétiser Frais de fonctionnement (loyer, Électricité, eau etc.)		X						27 478 848,0 27 478 848,0	61 064 61 064
	3. Résultat attendu des activités <i>Acquisitions</i> Action 1: Inventaire des biens amortis ou à rétrocéder et Plan d'Équipements bureautiques nouveau Projet (ordinateurs, digital Sender etc) Action 2: Définir l'utilisation pour l'acquisition de 2 véhicules et faire valider			X					152 130 000,0 86 130 000,0 66 000 000,0	338 067 191 400 146 667
	TOTAL PRODUIT 3								282 411 972,0	627 582
	Total récapitulatif Produit 1								142 900 000,0	317 556
	Total récapitulatif Produit 2								15 800 000,0	35 111
	Total récapitulatif Produit 3								282 411 972,0	627 582
	Total Produits								441 111 972,0	980 249
	Divers								44 111 197,2	98 025
	TOTAL GENERAL								485 223 169,2	1 078 274
	Contribution du GVT à travers le Budget Spécial d'Investissement (BSI)								35 000 000,0	77 778
	TOTAL AWP 2008								450 223 169,2	1 000 496

Section 11.02 : Matrice des risques potentiels

Intitulé du Projet : COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'EXECUTION NATIONALE

Award ID :

Date: AVRIL 2008

#	Description	Date	Type	Impact & Calcul de Probabilités	Réponse proposée	Respons.	Soumis mise à jour	Dernière révision	Statut
1	Réurrence des projets à transférer la gestion financière aux DAF	Avril 2008	Stratégique	Rétention d'informations, leur leur d'exécution etc.. Echelle de Probabilité de 1 (bas) to 5 (Elevé) P = 3	Sessions de sensibilisation Utilisation des compétences des ex Assistant administratifs et financiers comme ressources en renforcement de capacités dans les ministères de tutelle concernés	Coord. Projet et Conseiller administratif et financier	Chargé de Programme (PNUD, UNFPA) pour mise à jour dans ATLAS	04 Avril 2008	Constant
2	Déperdition des formations dispensés en raison de la forte mobilité des fonctionnaires et des remaniements ministériels		Financier Organisationnel (structurel)	P = 5 I = 5	Lettre d'engagement à définir avec les ministères de tutelle obligeant les bénéficiaires à restituer en cas de mobilité moins de deux ans après la formation	Directeur de la DCI	Chargé de Programme (PNUD, UNFPA) pour mise à jour dans ATLAS	04 Avril 2008	Constant
3	Manque de motivation des DAF et des départements techniques pour jouer ce nouveau rôle		Financier Politique (Siège des Agences)	P = 3 I = 5	Mettre en place une politique commune aux Quatre Agences pour le versement d'émoluments aux Directeurs Nationaux et autres points focaux (Cf ; Exemple de l'Union européenne)	Comité pilotage Equipe de coordination	Chargé de Programme (PNUD, UNFPA) pour mise à jour dans ATLAS	04 Avril 2008	Attention immédiate

Section 11.03 : Budget détaillé Mise en place de l'expertise

EXPERTISE	COUTS MOYEN BRUT				TOTAL PERIODE EN CFA	TOTAL EN USD
	2008	2009	2010	2011		
Coordonnateur	24 242 400	24 242 400	24 242 400	24 242 400	96 969 600	215 488
Assistante	9 552 468	9 540 468	9 540 468	9 540 468	38 173 872	84 831
Chauffeur de liaison	2 877 120	2 833 356	2 833 356	2 833 356	11 377 188	25 283
	21 084 672	21 084 672	21 084 672	21 084 672	84 338 688	187 419
Conseiller en Suivi Evaluation	21 084 672	21 084 672	21 084 672	21 084 672	84 338 688	187 419
Conseiller en renforcement des capacités en gestion	21 084 672	21 084 672	21 084 672	21 084 672	84 338 688	187 419
Chauffeur de liaison	2 877 120	2 833 356	2 833 356	2 833 356	11 377 188	25 283
TOTAL	102 803 124	102 703 596	102 703 596	102 703 596	410 913 912	913 142
DIVERS	10 280 312	10 270 360	10 270 360	10 270 360	41 091 391	91 314
TOTAL SALAIRES	113 083 436	112 973 956	112 973 956	112 973 956	410 913 912	913 142

Section 11.04 : Budget détaillé Fonctionnement

FRAIS DE FONCTIONNEMENT		TOTAL CFA	TOTAL USD
Gardiennage		13 488 480	29 974
Entretien des locaux		12 426 912	27 615
Loyer		14 400 000	32 000
Électricité/Eau		16 800 000	37 333
Téléphone		12 000 000	26 667
Consommables et maintenance informatiques		6 000 000	13 333
Fournitures de bureau		2 000 000	4 444
Carburant		10 000 000	22 222
Entretien et assurance véhicules		18 000 000	40 000
Assurance des Locaux		4 800 000	10 667
Sous-Total		109 915 392	244 256
Divers		10 991 539	24 426
Contribution du Gouvernement		55 626 912	123 615
TOTAL FONCTIONNEMENT		109 915 392	244 256

Section 11.05 : Budget Détaillé Equipement du Projet

EQUIPEMENT BUREAUTIQUE		TOTAL CFA	TOTAL USD
10 ordinateurs (7 PC et 3 portables)		9 600 000	21 333
10 splits		4 000 000	8 889
1 GROSSE IMPRIMANTE		6 000 000	13 333
1 PHOTOCOPIEUR		9 000 000	20 000
2 SCANNER		1 000 000	2 222
1 DIGITAL SENDER		1 000 000	2 222
3 petites imprimantes de secours		900 000	2 000
Mobilier de bureaux		12 000 000	26 667
Equipements salle de réunion		2 000 000	4 444
Groupe Electrogène (8-10 KVA) et onduleurs		30 000 000	66 667
Postes téléphoniques		900 000	2 000
Appareil Photo Numérique Ateliers de formation et autres événements		300 000	667
AUTOCOM		600 000	1 333
Vidéo Projecteur		1 000 000	2 222
Divers		7 830 000	17 400
TOTAL BUREAUTIQUE		86 130 000	191 400

ACQUISITION 2 VEHICULES		TOTAL CFA	TOTAL USD
Vehicule du coordonnateur		25 000 000	55 556
véhicule de liaison et missions éventuelles		35 000 000	77 778
Divers		6 000 000	13 333
Total		66 000 000	146 667

RECAPITULATIF		TOTAL CFA	TOTAL USD
SALAIRES		410 913 912	913 142
FONCTIONNEMENT		109 915 392	244 256
EQUIPEMENT		86 130 000	191 400
VEHICULES		66 000 000	146 667
TOTAL BAILLEURS		672 959 304	1 495 465

*Section 11.06 : Agréments (Annexer la modalité de "programme conjoint"
adoptée par les agences concernées suite à la Réunion de coordination et le
CIAP)*

1. Fonctions et responsabilités

Le Coordonnateur du Projet CRBN travaillera sous l'autorité du Directeur National du projet (DCJ). Il aura pour mission d'apporter un appui/conseil à la DCI et à ses services dans la gestion et la mise en œuvre des activités. Afin d'assurer la cohérence globale du projet, il devra partager et contribuer à la consolidation des connaissances, à l'appropriation nationale, au renforcement des capacités et au transfert de connaissances, qui constituent les éléments-clés des programmes et projets appuyés par les Agences Excom (PNUD, UNFPA, UNICEF, PAM).

Le Coordonnateur du Projet CRBN devra:

Planifier, coordonner, diriger et contrôler les activités du CRBN

1.1. Consolider et veiller à la mise en œuvre de la stratégie globale et du plan de travail du projet en assurant la cohérence des stratégies d'intervention développées par les experts du projet. De manière plus spécifique, il s'agit de :

- Accompagner les experts dans le développement de leurs plans individuels de travail et des interventions et accentuer l'aspect pédagogique de leurs interventions.
- Consolider, en collaboration étroite avec le chargé de Programme et en concertation avec les conseillers, les points focaux de la cellule de la contrepartie nationale, le plan de travail budgétisé, en particulier favoriser les synergies avec les autres initiatives financées par les Agences afin d'éviter les chevauchements.
- Assurer la planification annuelle et trimestrielle des activités, et veiller sur l'obtention satisfaisante des résultats prévus dans le cadre de résultats.
- Représenter le projet au sein de tous les comités pertinents, en particulier au sein des comités d'approbation des projets des Agences concernées
- Consolider les rapports et inputs techniques destinés au Comité de pilotage, et fournir sur la base des rapports de l'expert en suivi évaluation, des conseils et informations pour la planification stratégique et la prise de décision au sein de ce comité.

1.2. Faciliter, coordonner et superviser les différentes interventions du projet, notamment :

- Jouer un rôle plaidoyer, de facilitateur et d'interface entre la Partie nationale, les projets et les Agences Excom
- Identifier les blocages, servir de levier pour la mise en œuvre de l'approche budgétaire
- Faciliter et coordonner, sur le plan programmatique, les interventions des experts en particulier en ce qui concerne le renforcement des capacités des Directions administratives et Financières, DAF entre gouvernement et Agences et assurer son fonctionnement, documentation et suivi ; assurer son secrétariat technique, organiser ses réunions et publier les rapports et les éventuelles révisions;
- En coordination et collaboration avec le PNUD, évaluer annuellement l'aide publique fournie; Elaborer et diffuser un tableau de bord sur les progrès et les contraintes.

1.3. S'assurer que les résultats du projet sont atteints et en rendre compte au niveau national. Il s'agit de:

- Mettre en place un système de reporting des activités du projet et assurer la circulation des rapports d'avancement au sein de la communauté des partenaires comme appropriée; - Assurer un feedback régulier entre le projet, le PNUD, UNFPA, UNICEF et le PAM.
- 1.4. S'assurer de la création de partenariats stratégiques et mise en oeuvre de stratégies de mobilisation de ressources se focalisant sur les résultats suivants :
 - Développement de partenariat avec les agences des Nations Unies, les institutions gouvernementales, les bailleurs bilatéraux et multilatéraux, le secteur privé, la société civile dans le domaine du CREN
 - Analyse et collecte d'informations sur les bailleurs, préparation de notes sommaires sur des domaines de coopération, identification d'opportunités d'initiation de projets, contribution à l'effort des Agences en matière de mobilisation des ressources.
- 1.5. Assurer un appui technique / conseil au Gouvernement et autres partenaires et faciliter le **partage de connaissances** et le renforcement des capacités, en focalisant sur les résultats suivants :
 - Coordination de la collecte, systématisation et diffusions de bonnes pratiques et leçons apprises dans le cadre du portefeuille de projet
 - Appui au Gouvernement dans le développement de programmes répondant à ses besoins
 - Contribution aux réseaux de connaissance et communautés de pratiques
 - Organisation de formation sur des questions programmatiques pour le personnel des projets et du programme
- 2. Compétences
 - Responsabilité Globale et travail d'Equipe:
 - Planifier, définir les priorités et exécuter les tâches dans les délais impartis
 - Participer effectivement dans un environnement basé sur le travail d'équipe, le partage de l'information, la collaboration et la coopération avec les autres
 - Réagit de façon flexible et positive au changement, à travers une participation active
 - Aptitudes Interactives.
 - Favorise un environnement d'apprentissage; facilite le développement des compétences personnelles et collectives
 - Partenariat et Mise en Réseau:
 - Recherche et met en application des connaissances, informations et bonnes pratiques
 - Innovation et Discernement:
 - Conceptualise et analyse les problèmes pour en identifier les éléments clés, les problèmes sous-jacents et leur relation
 - S'efforce, dans la prise de décision, de pourvoir des services de qualité centrés sur le client (à l'interne comme à l'externe) et dans le souci de favoriser l'appropriation
 - Apporte des solutions novatrices et pratiques pour faire face à des situations complexes
 - Communication:
 - Démontrer de bonnes capacités de communication écrite et orale
 - Connaissance du travail et Expertise
 - Démontrer une connaissance technique avérée pour assumer les responsabilités et exigences du poste avec excellence
 - Utilise les Technologies de l'Information comme outil et comme ressource
 - Est motivé et démontre une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre

3. Qualifications requises

Le (la) candidate devra être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau supérieur (BAC+5) en gestion, administration publique, planification, sciences politiques, économie ou discipline similaire.

Expérience

- Avoir au minimum 10 ans d'expérience professionnelle en matière de gestion et coordination de projets et programmes de développement et de renforcement des capacités (développement des stratégies, planification et exécution des activités, planification budgétaire, gestion et facilitation des équipes).

- Avoir des connaissances et expériences professionnelles démontrées d'appui à aux structures nationales, l'appui à la réforme de la fonction publique et/ou de développement et mise en œuvre des stratégies de renforcement des capacités dans des pays en voie de développement.

- Bonne connaissance de l'environnement politique et de l'administration publique des pays africains et du Mali en particulier;

- Capacité prouvée à travailler en milieu institutionnel avec des responsables des ministères et des partenaires au développement de haut niveau, ainsi qu'avec des organisations de la société civile et des responsables des entités territoriales décentralisées.

- Une expérience éprouvée dans l'analyse et l'intégration de l'approche genre, leadership des femmes, approche basée sur les droits humains, dans les projets de Développement est souhaitable. Une expérience en conception de programmes de formation est plus.

Langues requises :

Une excellente maîtrise de la langue française est exigée. Une bonne connaissance de l'anglais en tant langue de travail serait considérée comme un avantage.

Autres compétences

La connaissance des règles de gestion financière de l'ONU, des questions budgétaires à l'Organisation et la utilisation de logiciels de gestion intégrée tel que l'ecole soft serait un atout.

1. Fonctions et responsabilités

Sous la supervision directe du Coordonnateur de projet, l'Assistant (e) Administratif (ve) de l'équipe travaillera en collaboration avec tous les conseillers au projet. Il sera chargé(e) des tâches suivantes :

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES :

- Assurer la tenue de dossiers du Personnel au sein du Projet.
- Préparer les drafts des termes de référence des consultants et ou Etudes planifiées, en veillant à faire appliquer uniformément les règles et procédures nationales et/ou de l'ONU selon le cas.

BUDGET ET FINANCES :

- Appuyer le Conseiller en renforcement des capacités en ce qui concerne les aspects liés à la gestion du projet. Appuyer le suivi de l'exécution du programme de travail et du budget en reportant, périodiquement ou ponctuellement, l'état d'avancement des tâches effectivement exécutées par rapport au plan de travail et le soumettre au coordonnateur
- Encadrer et orienter si nécessaire, les assistantes des autres projets ayant moins d'expérience professionnelle.
- Participer à l'organisation des formations

ADMINISTRATION GÉNÉRALE :

- Superviser les activités d'appel d'offres, le programme des missions, congés, le suivi des marchés et le règlement des fournisseurs en rapport avec le CRBN
- Faire le point des besoins au Coordonnateur
- Superviser la définition des besoins en bureautique et la mise à niveau du matériel, des logiciels et des systèmes, en coordonnant les améliorations à apporter selon qu'il conviendra;

Par ailleurs, il ou elle devra assurer les fonctions de secrétariat de direction, à savoir :

- Gérer le stock des biens consommables, assurer la réception conforme des biens commandés par le projet et présenter à la signature du Coordonnateur ou de celui qui en a reçu délégation, pour certification définitive, les bons de livraison ou de prestation de services;
- Gérer la petite caisse selon les directives officielles, préparer son réapprovisionnement sur présentation du Journal de la petite caisse ;
- Assurer la logistique pour les séminaires et ateliers de formation
- Préparer les correspondances, rapports, mémos, circulaires, fax et autres, rédigés par le superviseur pour sa signature ;
- Rédiger les lettres de routine, y compris les requêtes ordinaires ;
- Prendre des notes et préparer les comptes-rendus de certaines réunions,
- Taper la correspondance confidentielle rédigée par son superviseur ;
- Enregistrer et numérotter le courrier « entrée » et « sortie » dans les registres préparés à cet effet ;
- Classer quotidiennement la correspondance;
- Préparer les missions du Coordonnateur et suivre les demandes de remboursement des frais de mission au niveau du PNUD ;
- Tenir à jour le répertoire des interlocuteurs (partenaires bilatéraux et multilatéraux, Gouvernement et agences du Système des Nations etc...) et des services en relation avec les activités du Projet ;
- Accomplir toute autre tâche qui lui serait demandée par le coordonnateur dans le cadre des fonctions.

Titre du poste : Assistant (e) Administratif (ve) de l'équipe

2. Compétences
- Professionnalisme
- Compétences démontrées en matière d'analyse et d'évaluation conceptuelles;
 - Connaissance des droits et devoirs du personnel sous Contrats Service pour informer les autres projets, ainsi que des lois nationales pertinentes en matière de gestion des ressources humaines
- Aptitude à planifier et organiser :
- Aptitude à définir des priorités ainsi qu'à planifier et à organiser son propre programme de travail
- Souci du client :
- Aptitude à discerner les besoins des clients (autres projets, structures nationales, Agences) et à trouver les moyens d'y répondre; aptitude à établir et à maintenir des relations avec les clients.
- Ouverture à la Technologie :
- Solides compétences en informatiques; bonne maîtrise des outils de traitement de texte, des tableaux et des logiciels pertinents.
- Aptitude à la communication :
- Aptitude démontrée à rédiger de manière claire et concise et à communiquer oralement avec aisance; aptitude à établir des rapports, à présenter différentes options possibles de manière concise en donnant toute l'information voulue.
- Esprit d'équipe :
- Sens réel des relations humaines et aptitude à travailler dans un environnement multiculturel, en faisant preuve de tact et de respect de la diversité.
3. Qualifications requises
- Si une qualification solide et une bonne expérience sont requises, des qualités humaines et intellectuelles ainsi que la prise d'initiatives et des capacités d'innovation seront utiles. En raison du caractère transversal, le poste requiert aussi une aptitude d'analyse, d'interprétation et d'application des directives de l'ONU et des lois nationales.
- Diplôme de l'enseignement supérieur, niveau maîtrise en sciences économiques, juridiques ou sociales ou toute autre discipline pertinente. Un diplôme en ressources humaines serait un plus. Une formation complète par une vaste expérience professionnelle peut être considérée comme un équivalent acceptable.
 - 3 à 5 ans d'expérience en administration
 - Excellentes connaissances en matière d'intra/Internet
 - Maîtrise de l'outil informatique.
 - Bonne communications verbale et écrite.
 - Maîtrise du français. La capacité à lire et analyser des documents en anglais serait un atout.

Titre du poste : 2 Chauffeurs (En Pool)

1. Fonctions et responsabilités

Sous la supervision directe de l'Assistant (e) Administratif (ve) principal(e)) les deux chauffeurs (e)) de liaison seront chargés des tâches suivantes :

- Assurer les déplacements de l'équipe du projet en rapport avec leur travail et les activités sociales qui y sont liées.
- Effectuer toute tâche de nature logistique ou administrative susceptible d'alléger l'emploi du temps de l'équipe des projets
- Contribuer dans ses temps libres (en accord avec l'équipe à l'accomplissement de tâches d'appui aux activités courantes du bureau (Démarches administratives, transmission de courrier, reproduction de documents pour les besoins du projet etc...).
- Assurer l'entretien périodique du véhicule affecté au Coordinateur.
- Consigne les déplacements officiels, le kilométrage journalier, la consommation de carburant, les contrôles d'huile, les graissages, etc., tient à jour la fiche technique du véhicule ;
- Tenir à jour les carnets de bord
- S'assurer que toutes les formalités prévues par les règlements sont accomplies en cas d'accident ;
- Effectuer d'autres tâches requises (reprographie).

2. Qualifications Minimum

- Etudes d'enseignement général et permis de conduire.
- Connaissance informatique souhaitable.
- Quatre années d'expérience dans un poste similaire.
- Connaissance des usages protocolaires liés à la fonction.
- Tact, efficacité, discrétion et bonne présentation.
- Maîtrise du Français, du Bambara, Anglais souhaitable.

Titre du poste :

Conseiller en renforcement des capacités en gestion

1. Fonctions et responsabilités

Sous la supervision directe du Coordinateur de projet, le (la) Conseiller (e) en renforcement des capacités en gestion (ve) sera chargé(e) des tâches suivantes :

Supervise, encadre et participe à l'évaluation des Responsables Administratifs et financiers des projets non encore gérés par les DAF, quant à la gestion financière et aux procédures comptables.
Supervise l'utilisation du FACH et encadre de façon permanente les utilisateurs ; conçoit des modules de formations ciblées/thématiques pour appuyer régulièrement les Directions Administratives et financières.
Supervise la préparation et la soumission à temps des rapports/formulaires financiers mandataires

Vérifie, analyse et réconcilie les états financiers avec les informations fournies par les agences.

Analyse en collaboration des équipes de projet et des points focaux les rapports combinés de dépenses (CDRs).

Conçoit un système de gestion financière et prépare des rapports périodiques de synthèse sur l'état d'exécution des ressources financières des projets, en assure la diffusion au sein des Agences et de la DCI.

Appuie la stratégie de mobilisation des contre parties nationales inscrites dans les documents de projet.

Veille à la production des rapports financiers à temps auprès des points focaux des DAF.

Utilise les outils RBM, en liaison avec le Conseiller en Suivi Evaluation.

Point focal pour le FACH : Conçoit et organise des séances de formation à l'attention des DAF, P/P, Structures nationales en vue de s'assurer de l'utilisation efficace du FACH.

En liaison avec l'informaticien et les chargés de programme des Agences, assure l'établissement efficace du système de données du FACH et la conformité avec les informations disponibles dans les logiciels utilisés (Atlas etc.).

Assure au besoin le renforcement des capacités des structures nationales sur les autres aspects de gestion des projets (Matériel, ressources humaines etc.).

Conseille, oriente, conçoit des modules et organise la formation du personnel des projets et des départements techniques sur les modalités de l'exécution nationale.

Conseille sur la formulation des budgets conformément aux résultats attendus et aux objectifs.

Assure le développement de ses compétences

En collaboration avec des points focaux des audits au niveau des Agences, appuie la DCI à la préparation et au bon déroulement des audits annuels. Coordonne le suivi des recommandations et participe aux revues.

2. Qualifications

Formation :

Diplôme universitaire supérieur (niveau Maîtrise ou équivalent) en gestion des entreprises, en comptabilité/finances, Gestion ou administration publique, économie, formation, ou dans une discipline apparentée. Une formation universitaire complétée par une vaste expérience professionnelle peut être considérée comme un équivalent acceptable.

Expérience professionnelle :

Au moins 7 années d'expérience en gestion, finances, comptabilité, gestion de projet dont une partie à l'ONU. Dans le cadre du renforcement, une expérience de la gestion des finances publiques serait un atout.

Connaissances linguistiques :

L'anglais et le français sont les langues de travail de l'ONU. Pour ce poste, la maîtrise de l'anglais à l'écrit est indispensable, ainsi que la connaissance pratique du français.

Autres compétences

La connaissance des règles de gestion financière de l'ONU, des questions budgétaires à l'Organisation et la utilisation de logiciels de gestion intégrée tel que People soft serait un atout.

- coordination des exercices de rephasage, clôture de projets, etc.

- Suivre la mise à jour de ces informations au niveau d'Atlas, effectuer les révisions et ajustements nécessaires,
- Introduction d'indicateurs de performance/critère de succès, recouvrement de coût, cibles, données de base.
- Application effective de ces outils de gestion axée sur les résultats, affiner les cibles du cadre logique et le suivi des résultats accomplis.
- Développement d'outils de gestion axée sur les résultats,
- Conception d'une stratégie de suivi, évaluation et reporting au sein de l'unité REN en œuvre :
- Assurer la délivrance des résultats dans les temps impartis par une **gestion efficace des activités du projet CRBN** en focalisant sur le contrôle qualité, de la formulation à la mise en œuvre ;
- Assister les Chargés de programme dans l'élaboration des modules de formation et de renforcement des capacités sur le plan programmatique et opérationnel ;
- Assister les Agences Excom permettant ainsi l'attribution de financements (Mobilisation de ressources) ;
- Préparer des rapports d'activités et des résultats pour le compte des partenaires éventuels
- Participer à la négociation des documents et rapports et à l'implantation des modifications ;
- Faciliter et participer à la communication autour du projet – extraction des informations
- Valider les rapports trimestriels (Suivi et Evaluation) ;
- Préparer les données du Suivi et Evaluation pour les rapports trimestriels ;
- S'assurer de leur mise à jour dans la base de données (ATLAS) ;
- Faire le suivi des activités et des indicateurs ; vérifier la qualité des informations ;
- S'assurer de la disponibilité des supports de collecte de données standardisées entre les quatre agences nécessaires pour documenter la mise en œuvre du projet CRBN et des autres projets appuyés par le CRBN ;
- Apporter un appui transversal aux chargés de Programme :

- Apporter un appui transversal aux Chargés de programme des quatre agences ayant le CRBN dans leur portefeuille
- Renforcer les capacités des structures nationales
- Assurer la délivrance des résultats dans les temps impartis
- Etablir un partenariat externe avec les cellules de Suivi et Evaluation
- Produire les rapports périodiques.

Sous la supervision directe du Coordonnateur de projet, le (la) Conseiller (e) en Suivi Evaluation et Gestion Axée sur les résultats sera chargé(e) des fonctions clés suivantes :

1. Fonctions et responsabilités

Titre du poste : Conseiller(e) Suivi Evaluation et Gestion axée sur les Résultats

- C. Autres tâches:
- Assurer l'intégration de l'approche genre et leadership des femmes à tous les niveaux de programmation des programmes et projets appuyés par le CRBN.
 - Assurer l'intégration transversale des questions de VIH/SIDA
 - Assurer l'intégration de l'approche basée sur les droits humains
 - Appuyer la coordination entre les agences et les projets en ce qui concerne le système de suivi évaluation
 - Participer aux ateliers de suivi évaluation organisés par les agences
 - Toute autre tâche dans le domaine de la programmation et du suivi/évaluation

- B. Apporter un appui technique et renforcer les capacités des structures nationales et autres partenaires
- Evaluer les capacités du G en terme de Suivi et Evaluation
 - Assurer un appui technique aux sous bénéficiaires pour l'élaboration des plans de Suivi et Evaluation ;
 - Apporter un appui technique pour la mise en œuvre des plans de Suivi et Evaluation ;
 - Elaborer des modules de formation en Suivi et Evaluation et assurer la formation initiale des sous bénéficiaires ;
 - Etablir une liste d'indicateurs de mesure cohérents et d'élaborer un format de rapport d'activité pratique et pragmatique des activités engagées par les sous bénéficiaires ;
 - Faire un Suivi et Evaluation régulier des activités des sous bénéficiaires (visites terrain et restitution) et fournir un support adapté ;
 - Accompagner les sous bénéficiaires dans les activités de gestion et de suivi des projets ;
 - Assurer le bon déroulement des activités et la remise des rapports à temps ;
 - Développer une relation de partenariat et de confiance ; et
 - Apporter une assistance technique et/ou administrative pour la résolution des problèmes.
 - Appui au Gouvernement dans le développement de programmes répondant à ses besoins
 - Accompagner rapproché en cas de besoin, aux DAF, départements techniques, CPS, DNP, etc.
 - Contribution aux réseaux de connaissance et communautés de pratiques sur le suivi évaluation et le renforcement de l'exécution nationale
 - Organisation de formation sur des questions programmatiques pour le personnel des projets et du programme

2. Fonctions et responsabilités

Sous la supervision directe de l'Assistant (e) Administratif (ve) principal(e)), le (la) chauffeur (e) de liaison sera chargé(e) des tâches suivantes :

- Conduit le véhicule officiel qui lui est affecté, distribue les chèques aux fournisseurs, agences de voyage ; effectue certaines courses auprès des banques locales, collecte et distribue le courrier, tous documents et autres articles ;
- Assure les déplacements du personnel du bureau dans le cadre des séances de travail officielles et accueille le personnel et les visiteurs officiels à l'aéroport lors des missions et facilite les formalités de douane si nécessaire ;

- Est responsable de l'entretien quotidien du véhicule dont il a la charge, contrôle l'huile, l'eau, la batterie, les freins, les pneus, etc. Effectue les petites réparations en cas de panne, prend toutes dispositions pour les grosses réparations et s'assure que le véhicule qui lui est confié est maintenu propre ;

- Consigne les déplacements officiels, le kilométrage journalier, la consommation de carburant, les contrôles d'huile, les graissages, etc., tient à jour la fiche technique du véhicule ;
- S'assure que toutes les formalités prévues par les règlements sont accomplies en cas d'accident ;

3. Qualifications Minimum

- Etudes d'enseignement général et permis de conduire.
- Connaissance informatique souhaitable.
- Quatre années d'expérience dans un poste similaire.
- Tact, efficacité, discrétion et bonne présentation.
- Maîtrise du Français et du Bambara

Section 11.08 : Evaluation des capacités: Résultats de l'évaluation des capacités de l'agence d'exécution (incluant la micro évaluation HACT requise)

**COMPTE RENDU DU COMITE LOCAL D'EXAMEN DU PROJET
COORDINATION ET RENFORCEMENT DE L'EXECUTION
NATIONALE (CREN)
Bamako, 25 Mai 2008**

Le nouveau projet Coordination et Renforcement de l'Exécution Nationale (CREN) intervient dans un contexte national et international marqué par une recherche de l'efficacité de l'aide au développement. La stratégie d'intervention du CREN s'appuiera sur deux axes essentiels à savoir, le renforcement de l'Exécution Nationale et la mise en œuvre du HACT.

Le nouveau projet a été élaboré sur la base des résultats de l'évaluation finale du Projet REN. Il ressort de cette évaluation que les appuis du Projet REN ont réellement contribué au renforcement des capacités pour l'Exécution Nationale des projets/programmes. Cependant, en dépit des efforts déployés, la gestion financière de certains projets n'a pas connu d'amélioration significative et l'appropriation des projets par les départements techniques est quasi nulle.

Ce document prend en compte à la fois les objectifs visés par le Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (UNDAF), le souci d'harmonisation prôné par la Déclaration de Paris, pour lequel le Système des Nations unies a pris acte à travers la nouvelle Approche Harmonisée de Transfert des Espèces aux Partenaires d'Exécution (HACT), et les besoins exprimés par la partie nationale à travers le CSCRP.

La présentation du document de projet a été faite par M. Younoussa Traoré de la Direction de la Coopération Internationale.

II. Présentation sommaire du projet

La première phase du projet de Renforcement de l'Exécution Nationale (REN) s'est achevée. Ce nouveau projet en cours d'approbation capitalisera sur les acquis du précédent projet et contribuera de façon certaine au renforcement des capacités de l'administration.

Le Président de séance a remercié les participants de leur présence et rappelé l'objectif de la réunion qui est de faire approuver le document de projet relatif à la Coordination et Renforcement de l'Exécution Nationale (CREN). Ce projet est au cœur de la mise en œuvre de la modalité d'Exécution Nationale (NEX). L'approche harmonisée du Système des Nations Unies en ce qui concerne la modalité de transfert de fonds aux Partenaires d'Exécution (HACT) énoncé dans le document est un système nouveau qui intervient dans le contexte actuel de la réforme de l'Aide Publique au développement (APD).

La réunion a débuté par une présentation de l'ordre du jour et d'un tour de table rapide des différents participants.

I. Introduction et Tour de table pour une présentation des différents participants

- L'ordre du jour proposé et adopté est le suivant :
- I. Tour de table pour une présentation des différents participants ;
 - II. Présentation sommaire du projet ;
 - III. Discussions.

La liste complète des participants est jointe en annexe.

La rencontre s'est déroulée sous la présidence du Directeur Adjoint de la Direction de la Coopération Internationale (DCI), M. Mamounou Touré.

Le Mardi 20 mai 2008, s'est tenue dans la salle de réunion du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), la réunion du comité local d'examen de projet (CLFP) du projet Coordination et Renforcement de l'Exécution Nationale (CREN).

Réponse : La modalité d'Exécution Nationale a été adoptée par l'Assemblée Générale des Nations Unies qui a énoncé qu'elle devrait être la norme pour l'exécution des programmes et projets appuyés par le Système des Nations Unies. C'est un concept

4. Des explications ont été demandées sur la modalité d'Exécution Nationale citée dans le document

A la page 3, la phrase suivante « le rôle prépondérant d'accompagnateur dans la mise en œuvre de la nouvelle modalité d'avance trimestrielle de fonds (cash transfer) sur la base des plans d'actions signés par les ministères concernés » sera remplacée par « le rôle prépondérant d'accompagnateur dans la mise en œuvre de la nouvelle modalité de remises de fonds (cash transfer) sur la base des plans d'actions signés par les ministères concernés et des résultats de l'évaluation des agents de gestion ».

2. Des commentaires ont été émis sur la nécessité de faire en sorte que le suivi des actions et des résultats soit assuré par les Cellules de Planification et Statistiques (CPS)

Réponse : Ce commentaire sera pris en compte lors de la mise en œuvre du projet

1. Le financement acquis et les autres contributions à rechercher ne ressortent pas clairement dans le document de projet

Réponse : Cette demande sera prise en compte dans la version finale du document de projet

A. Commentaires/Recommandations Générales

III. Des commentaires et suggestions des participants, il a été retenu les points ci-après :

Le coût total du projet est de \$ 3.031.797 USD. Le PNUD apporte une contribution de \$1.500.000 USD et le FNUAP annonce pour sa part une contribution de \$600.000 USD sur 4 ans. Le Gouvernement s'engage à hauteur de \$550.000 USD en espèces et \$120.000 USD en nature. Le montant de \$ 261.797 USD représente les contributions du PAM et de l'UNICEF.

Les produits attendus concernent le renforcement des capacités et en équipement des Directions administratives et financières, la mise en œuvre d'un programme de sensibilisation et de formation sur la nouvelle approche harmonisée des Agences Ex COM, le renforcement des capacités des fonctions de gestion des projets et des ONG partenaires du SNU, le renforcement des capacités des fonctions d'audit en interne et l'appropriation progressive par les ministères concernés des programmes d'aide au développement; le transfert progressif des capacités à la Partie Nationale et le renforcement des capacités nationales en matière de formulation de programmes d'aide au développement

La modalité d'intégration du Gouvernement à travers les directions administratives et financières (DAF) s'effectuera progressivement. Ainsi des points focaux seront désignés, avec statut de fonctionnaire au niveau des DAF. Ils seront chargés de la gestion financière des projets. Pour l'équipe du projet, il est prévu de recruter un Coordonnateur (rice) dont le rôle sera de planifier, coordonner, diriger et contrôler les activités, un Conseiller (e) en renforcement des capacités en gestion, un Expert (e) en suivi évaluation, un Assistant (e) d'équipe, deux chauffeurs.

financiers au niveau des différents départements. Un certain nombre de rencontres politiques et stratégiques avait été anticipé entre autres avec le Ministère des Finances, la DCI et le PNUD pour définir les contours de cet appui. En raison des calendriers chargés des uns et des autres, la réunion n'a pas pu avoir lieu. Mais elle pourrait être organisée dans les meilleurs délais pour poursuivre

leurs tâches pourraient être allégées avec la décentralisation et la création de services travailler avec les DAF. L'incidence sur le travail des DAF devrait être minimale car **Réponse** : Aujourd'hui il y'a le constat avec le gouvernement qu'il aurait à gagner à

à la nouvelle modalité d'avances de fonds ?

10. *Quelle sont les impressions des Directeurs Administratifs et Financiers par rapport*

du document de projet.

Réponse : Il a été suggéré que le CREN soit membre des différents comités et des groupes thématiques du CSCRP. Les synergies seront intégrées dans le cadre logique

9. *Quels sont les synergies entre le CSCRP et le CREN ?*

financement.

Réponse : Lorsque c'est nécessaire et comme cela a été le cas lors de la phase précédente, des structures pourraient être désignées pour la recherche du gap de

8. *Comment le gap de financement sera-t-il géré ?*

Il a été suggéré qu'un Memorandum of Understanding (MOU) soit élaboré entre les agences. Compte tenu du faible niveau des ressources, seuls les salaires devront faire l'objet d'un fond commun groupé; les autres volets pourraient être gérés par des fonds parallèles. Dans ce cadre, le PNUD et le FNUAP définiront les activités qui seront financées par un fonds commun et celles qui seront gérées par un fonds parallèle.

Réponse : Ce souci a été exprimé par le Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies lors des réunions des Chefs d'agence.

7. *La nécessité de la mise en place par les agences du Système des Nations Unies d'un fonds commun de gestion des ressources a été soulignée*

Réponse : Cette recommandation sera prise en compte lors de la mise en œuvre du projet

6. *Les différentes agences doivent avoir un rôle certain dans les comités de pilotage du projet. Pour cela, la coopération entre le CREN et les agences doit être davantage renforcée*

Réponse : Les termes de référence seront reformulés pour prendre en compte cette préoccupation

5. *A la page 19, des précisions ont été demandées sur la composition de l'équipe notamment de l'éventuel recrutement d'un expert en gestion/formation qui maîtrise les procédures des agences pour aider à la migration vers les DAF; en somme un expert en renforcement des capacités et en gestion*

par lequel le gouvernement assume la responsabilité de la gestion effective de tous les aspects des projets-programmes d'assistance technique financés et approuvés par les agences du système des Nations Unies. La modalité d'Exécution Nationale doit contribuer à la réalisation des objectifs nationaux, l'efficacité dans l'utilisation des ressources et le renforcement des capacités nationales.

Les discussions sur l'implication des DAF dans la gestion financière avec la partie nationale.

Conclusion : La qualité du document de projet a été appréciée par les participants. La réunion a validé le document de projet sous réserve de la prise en compte des recommandations, corrections et compléments retenus.

LISTE DE PRESENCE

	Nom et Prénom	Organisation	Tel/Fax	Email
1	Bréhima S Diallo	UNICEF	220.44.01	<u>bdiallo@unicef.org</u>
2	Modibo Tounkara	DGB/MF	644.73.65	<u>vantounk1965@yahoo.fr</u>
3	Ossade Fatimata Traoré	PNUD	605.80.14	<u>Fatimata.traore@undp.org</u>
4	Salif Diallo	Personne ressource	643.94.55	<u>dialloren@yahoo.fr</u>
5	Mamnounou Touré	DCI	684.86.86	<u>Tourebrazé2007@yahoo.fr</u>
6	Mamadou Konaté	UNFPA	641.19.68	<u>kmamadou@unfp.org</u>
7	Kassoum Sidibé	Section des Comptes de la Cour Suprême	646.14.60	<u>kassidibe@yahoo.fr</u>
8	Younoussa Traoré	DCI	694.30.79	<u>tiramakana@yahoo.fr</u>
9	Yacouba Traoré	PNUD	222.01.81	<u>Yacouba.traore@undp.org</u>
10	Safia Guindo	PNUD	693.00.00	<u>Safia.guindo@undp.org</u>
11	Philippe Poinot	PNUD	675.07.83	<u>Philippe.poinot@undp.org</u>



UN Development Programme
Mali - Bamako

Award ID: 00049033

Award Title: R. C. EXECUTION NATIONALE (CREN)

Start Year: 2008
End Year: 2011

Implementing Partner (Executing Agency): National Execution

Responsible Party (Implementing Agent): MLI-National Execution

Revision Type:

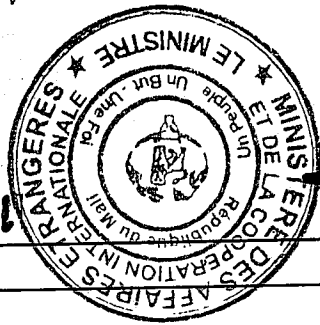
Brief Description:

Budget (US\$) as of Last Revision on 04-July-2008	
Donor	Fund
UNDP	04000 TRAC (Lines 1.1 and 1.2)
UNFPA-CSA	30000 Programme Cost Sharing
MLI	30071 Programme cost sharing - GOV1
Total Budget (2008 and Beyond)	
2,650,000.00	
Total Expenditure (2007 and Prior)	
0.00	
Award Total	
2,650,000.00	
Unprogrammed/Unfunded	
0.00	

MA/ECI/DCI

PNUD, UNFPA UNICEF, PAM

21.07.08



Agreed by:

Agreed by:

Agreed by:

Agreed by:

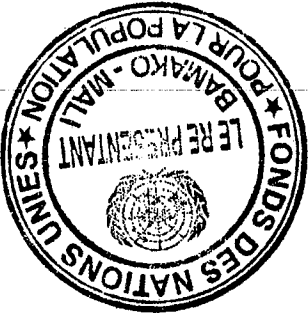
10 JUL 2008

24/10/08

M. M. Traoré

Pour info de vous

Mamadou T. Diarra





Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00049033

Award Title: R. C. EXECUTION NATIONALE (CREN)

Year: 2008

Report Date: 7/17/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Fund	Donor	Planned Budget		Amount US\$
			Start	End				Budget Descr		
00059544	Unité de Gestion du CREN	FONCTIONNEMENT			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300	Local Consultants	100,000.00
						30000	UNFPA-GSA	72100	Contractual Services-Compnie	50,000.00
						30071	MLI	72200	Equipment and Furniture	137,500.00
						TOTAL				
00062275	Appro. NEX par les DT,DAF CBS	Formation HACT/FACE Divé Micro-Evaluation			MLI-National Execution	04000	UNDP	72100	Contractual Services-Compnie	37,500.00
						04000	UNDP	72100	Contractual Services-Compnie	100,000.00
						30000	UNFPA-GSA	72100	Contractual Services-Compnie	50,000.00
TOTAL					187,500.00					
00062276	Rent Cap ONG,SNLJ, Form,AD	Formations Thematiques Reportage et Coord, Aide De			MLI-National Execution	30000	UNFPA-GSA	71200	International Consultants	50,000.00
						04000	UNDP	71300	Local Consultants	37,500.00
						04000	UNDP	72100	Contractual Services-Compnie	100,000.00
TOTAL					187,500.00					
GRAND TOTAL					662,500.00					



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00049033

Report Date: 7/7/2008

Award Title: R. C. EXECUTION NATIONALE (CREN)

Year: 2009

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Fund	Donor	Planned Budget		Amount US\$
			Start	End				Budget Descr		
00059544	Unité de Gestion du CREN	FONCTIONNEMENT			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300	Local Consultants	100,000.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100	Contractual Services-Companie	50,000.00
					MLI-National Execution	30071	MLI	72200	Equipment and Furniture	137,500.00
			TOTAL							
00062275	Appro. NEX par les DT, DAF CFS	Accroître taux de decats.			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300	Local Consultants	47,500.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	72100	Contractual Services-Companie	15,000.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	72100	Contractual Services-Companie	75,000.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100	Contractual Services-Companie	35,000.00
TOTAL									157,500.00	
00062276	Rent.Cap ONG,SNUL, Form,AD	Formations Thematiques			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300	Local Consultants	62,500.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100	Contractual Services-Companie	50,000.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	72200	Equipment and Furniture	35,000.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	71300	Local Consultants	40,000.00
TOTAL									187,500.00	
GRAND TOTAL										662,500.00



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00049033

Award Title: R. C. EXECUTION NATIONALE (CREN)

Year: 2010

Report Date: 7/7/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Fund	Donor	Planned Budget	Amount US\$
			Start	End					
00059644	Unité de Gestion du CREN	FONCTIONNEMENT			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300 Local Consultants	100,000.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100 Contractual Services-Compagnie	50,000.00
					MLI-National Execution	30071	MLI	72200 Equipment and Furniture	137,500.00
TOTAL									
00062275	Appro. NEX par les DT.DAF.CPS	Accroître taux de decais. Formation HACT/FACE Divé			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300 Local Consultants	15,000.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	63400 Learning Costs	27,500.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	71300 Local Consultants	30,000.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100 Contractual Services-Compagnie	35,000.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	72200 Equipment and Furniture	50,000.00
		MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72200 Equipment and Furniture	15,000.00			
		Renforcer les Audits SNU			MLI-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Compagnie	15,000.00
TOTAL									
00062276	Rem.Cap ONG,SNU, Form,AD	Formations Thematiques			MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	71300 Local Consultants	50,000.00
					MLI-National Execution	04000	UNDP	72100 Contractual Services-Compagnie	137,500.00
TOTAL									
GRAND TOTAL									
									187,500.00
									187,500.00
									662,500.00



Annual Work Plan

Mali - Bamako

Award Id: 00049033

Award Title: R. C. EXECUTION NATIONALE (CREN)

Year: 2011

Report Date: 7/7/2008

Project ID	Expected Outputs	Key Activities	Timeframe		Responsible Party	Planned Budget				
			Start	End		Fund	Donor	Budget Descr	Amount US\$	
00059544	Unité de Gestion du CREN	FONCTIONNEMENT			MLI-National Execution	04000	UNDP	71300	Local Consultants	100,000.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100	Contractual Services-Companie	50,000.00
					MLI-National Execution	30071	MLI	72200	Equipment and Furniture	137,500.00
TOTAL										
00062275	Appro. NEX par les DT,DAF CPS	Micro-Evaluation			MLI-National Execution	04000	UNDP	72100	Contractual Services-Companie	137,500.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100	Contractual Services-Companie	50,000.00
TOTAL										
00062276	Rem.Cap ONG,SNU, Form,AD	Formations Thematiques			MLI-National Execution	04000	UNDP	72100	Contractual Services-Companie	137,500.00
					MLI-National Execution	30000	UNFPA-CSA	72100	Contractual Services-Companie	50,000.00
TOTAL										
GRAND TOTAL										662,500.00